

**Bulletin 223 WRM, Avril 2016 –**  
**Le racisme dans les forêts: un processus d'oppression au service du capital**

**Inscrivez-vous au Bulletin du WRM**

[http://wrm.us9.list-](http://wrm.us9.list-manage1.com/subscribe?u=f91b651f7fecdf835b57dc11d&id=a9afd536a6)

[manage1.com/subscribe?u=f91b651f7fecdf835b57dc11d&id=a9afd536a6](http://wrm.us9.list-manage1.com/subscribe?u=f91b651f7fecdf835b57dc11d&id=a9afd536a6)

*Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est absolument gratuite.*

---

**NOTRE OPINION**

**Le racisme, un legs du pouvoir colonial**

L'auteure nigériane Chimamanda Ngozi nous prévient sur les risques que comporte le fait d'entendre toujours une seule version d'un même récit. Le récit que nous trouvons répété dans les livres d'histoire, la presse ou la littérature, sur un peuple, une culture ou un endroit déterminés, est UN des récits qui existent et qui sont possibles. Mais quel est ce récit constamment répété ? Quand une histoire déterminée prévaut sur les autres, cela est presque toujours dû aux structures mondiales de pouvoir : « comment elles sont racontées, qui les raconte, quand on les raconte, combien d'histoires on raconte, c'est toujours une question de pouvoir [...] Les histoires ont été utilisées pour déposséder et pour calomnier ». [1]

La plupart des récits que nous connaissons aujourd'hui ont été écrits par des blancs à l'époque de la colonisation. Grâce à ces histoires, des stéréotypes et des préjugés ont été créés et imposés, à partir d'un classement de la population mondiale fondé sur l'idée de 'race' : noirs, blancs, indiens, métisses... Bien entendu, comme ceux qui rédigeaient l'histoire étaient blancs et de sexe masculin, on a attribué aux hommes blancs les meilleures qualités possibles. Là commence la genèse du racisme. La 'race' est une construction mentale de la domination coloniale et, depuis, elle a imprégné les aspects les plus importants du pouvoir mondial. Cette histoire, c'est-à-dire le fait que les personnes puissent être classées suivant une idée de 'race', a été un moyen de légitimer les rapports de supériorité / infériorité entre les dominateurs et les dominés. [2]

Dans ce numéro du bulletin nous souhaitons raconter d'autres histoires. Ces histoires, que beaucoup trouvent gênantes, portent sur le racisme associé à la dévastation et la pollution de l'environnement, à l'appropriation de territoires, à la destruction des forêts et des fleuves. On l'appelle racisme environnemental.

Il est nécessaire de reconnaître et de dénoncer que le système capitaliste, enraciné dans la logique colonialiste, est raciste par nature. Le système économique actuel déverse la destruction, la pollution, l'occupation et la violence sur les populations noires, indigènes ou paysannes, afin de pouvoir continuer à exploiter, à produire et, par voie de conséquence, à accumuler. Ces populations sont celles que le système, et tous ceux qui le défendent, voient comme « les autres ». Des populations ou des 'races' qui doivent être assimilées par le système ou dépouillées du droit d'être « autres ». Et les manières de nier l'existence de ces autres, de continuer à imposer une catégorisation de la

population à partir de l'idée de 'race', peuvent être nombreuses et diverses, mais elles sont presque toujours violentes.

Quand on extrait du pétrole au Nigeria, quand on brûle des millions d'hectares de forêts en Indonésie pour faire de la place à la monoculture du palmier, quand on construit un grand barrage au Brésil, quand on crée un « parc de conservation » en Thaïlande dont l'entrée est interdite à la population locale, quand on met en œuvre un projet REDD en République démocratique du Congo, à qui appartiennent ces territoires ? Quelles sont les populations concernées ? Quand on installe une raffinerie de pétrole dans une ville, ou une décharge municipale, le fait-on dans les environs des quartiers riches, privilégiés et presque toujours 'blancs' ?

Les réponses à ces questions sont les autres histoires dont nous avons choisi de traiter dans ce numéro du bulletin, qui parle sans ambages du racisme environnemental.

Dans cette réflexion sur le racisme en tant que processus d'oppression, nous reconnaissons aussi les nombreuses résistances qui s'y opposent et nous nous solidarisons avec elles. Malgré tout, les peuples résistent et tissent des liens d'unité, en racontant leurs propres histoires pour construire un monde où beaucoup de mondes puissent avoir de la place. Une fois de plus, nous nous faisons l'écho des paroles de Chimamanda Ngozi quand elle dit que « les histoires peuvent servir aussi à donner du pouvoir et à humaniser. Elles peuvent briser la dignité des gens, mais elles peuvent aussi réparer cette dignité brisée ».

Nous espérons que ce bulletin contribuera à ouvrir de nouveaux espaces aux nombreuses histoires qui s'avèrent indispensables.

[1] Chimamanda Ngozi Adichie, "*The danger of a single story*", [https://www.ted.com/talks/chimamanda\\_adichie\\_the\\_danger\\_of\\_a\\_single\\_story?language=en](https://www.ted.com/talks/chimamanda_adichie_the_danger_of_a_single_story?language=en) (vidéo avec sous-titres en 44 langues).

[2] Anibal Quijano, *Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina*, <https://marxismocritico.files.wordpress.com/2012/07/1161337413-anibal-quijano.pdf>

## **LE RACISME DANS LES FORÊTS: UN PROCESSUS D'OPPRESSION AU SERVICE DU CAPITAL**

### **Un urbanisme adapté au racisme environnemental**

En 1969, quand j'avais 3 ans, on a obligé mes parents à quitter la maison où j'étais né, dans un quartier où il y avait des gens de toutes les couleurs, ethnies et même classes sociales, pour nous installer sur une dune où toute la végétation avait été enlevée et où il n'y avait rien du tout, sauf des maisons mal bâties, sans électricité ni plâtres ni plafonds, et couronnées d'un toit d'amiante.

On nous a fait déménager parce que ma famille était classée en Afrique du Sud comme métisse, d'origine noire. À cause de nos caractéristiques physiques nous étions traités différemment par l'État, qui était blanc et sous le régime de l'apartheid.

Les maisons, situées sur un talus escarpé de sable meuble dénué de végétation, n'étaient séparées que par quelques plaques de tôle. De chez nous, nous étions condamnés à

regarder le panorama de la raffinerie de pétrole d'US-Mobil, qui répandait ses fumées toxiques sur la population de couleur. Cela avait pour conséquence immédiate des atteintes à notre dignité et notre bien-être psychologique, mais aussi à notre physique. N'ayant pas d'électricité, nous devions faire bouillir de l'eau sur un réchaud Primus, que j'ai fait tomber quand j'étais tout petit. J'ai été baigné d'eau bouillante et saisi de douleur, ma peau s'est couverte de cloques et mon corps est resté collé à mes vêtements. Avec des pentes raides et de la tôle comme mur de soutènement, le désastre n'a pas tardé. Quand les premières pluies sont arrivées, ma soeur a glissé sur le talus et les tôles lui ont entaillé le corps. Avec les fumées toxiques, l'asthme est arrivé, et j'ai fait partie des 52 % de la population locale jeune – le chiffre le plus élevé qui ait été officiellement enregistré dans le pays – qui en ont été victimes. À cause des fumées toxiques de la raffinerie de pétrole de Mobil et de l'usine de pâte à papier de Mondi, qui était l'une des principales filiales d'Anglo American, notre croissance normale a été retardée. Mais le plus inquiétant pour les jeunes c'était que, dans un environnement dépourvu de végétation indigène, où les gens s'entassaient dans des logements insalubres et où la seule vue était celle d'une industrie polluante, on avait une vision déformée de la réalité et des perspectives de vie. On ne pouvait pas imaginer un monde différent, et on tirait une fierté malsaine d'avoir à vivre au milieu de cette réalité de brutalité industrielle et de nature dévastée.

Cet urbanisme d'apartheid et ce racisme environnemental n'ont pas été le fruit du hasard. C'est quelque chose qui a été construit grâce à la connivence de l'État et des grandes entreprises. Comme l'esclavage, l'urbanisme d'apartheid avait besoin de la cupidité des entreprises et d'un État qui le facilite et qui protège les riches. Plus de 150 ans après la fin de l'esclavage, et deux décennies après la fin de l'apartheid, la réalité est que ces lois racistes ont abouti à l'accumulation inhumaine et illégale de la richesse qui, aujourd'hui encore, est protégée par des 'droits de propriété' dans beaucoup de constitutions du monde, y compris celle d'Afrique du Sud. L'État a établi des systèmes pour protéger les biens mal acquis.

L'urbanisme d'apartheid et le racisme environnemental qui en a découlé sont souvent attribués à l'accès au pouvoir du National Party, ouvertement raciste, en 1948, et à la formulation de lois qui imposaient la ségrégation de la population. Or, ceci n'est pas tout à fait correct. Le racisme environnemental associé à l'urbanisme remonte aux années 1920, au moment où le gouvernement britannique de l'époque créa la première ville de ségrégation à Durban. Le projet britannique fut perfectionné et institutionnalisé par le gouvernement de l'apartheid, donnant lieu à ce que j'appelle souvent un « modèle de township ». Un township est un endroit réservé par la loi aux noirs, un endroit comme celui où l'on obligea ma famille et moi à habiter en 1969. À quoi ressemble donc ce plan cadastral ? C'est un ensemble de maisons mal bâties, sans végétation indigène, aux rues poussiéreuses, entouré d'industries polluantes, avec des dépotoirs municipaux de déchets toxiques dans le voisinage et, pour faire bonne mesure, des eaux usées passant devant votre porte. Tel est le plan cadastral de l'urbanisation d'apartheid.

Quand on parle aujourd'hui de racisme environnemental, le mouvement pour les droits civils des États-Unis est souvent mis au premier plan. Cela est dû au fait que les noirs ont bien réussi, pendant les années 60 et 70, à combattre et à documenter les violations dues au racisme. Il a été donc facile de passer des droits civils aux droits environnementaux et, dans les années 80, le racisme environnemental est devenu un thème de discussion aux États-Unis. À cela s'est ajouté le fait que des universitaires,

comme le professeur Bullard dans son ouvrage phare *Dumping in Dixie*, ont mis en lumière le rôle fondamental que jouaient la classe et la couleur de la peau au moment où les administrations choisissaient l'endroit où elles placeraient des dépotoirs de déchets toxiques.

Ainsi, le message sur le racisme environnemental n'a pas été difficile à faire passer dans l'Afrique du Sud nouvellement démocratique du début des années 1990. Les gens qui combattaient pour la démocratie et l'égalité pour tous en luttant pour des logements, des études et des systèmes de santé justes pouvaient facilement adhérer au refus du racisme environnemental.

Néanmoins, malgré ces victoires des droits civils aux États-Unis, malgré la victoire démocratique en Afrique du Sud et les nombreux gouvernements de personnes progressistes qui ont surgi, surtout en Amérique latine, les répercussions du « projet de développement » continuent de porter atteinte aux gens et à leurs terres.

Les centrales électriques au charbon qui tournent aujourd'hui en Afrique du Sud sont responsables de la plupart des morts causées par la pollution de l'air chez les communautés noires pauvres du pays, mais ne fournissent pas aux gens une quantité suffisante et abordable d'énergie. Dans cette Afrique du Sud démocratique, plus de 30 % des Sud-africains vivent dans la misère énergétique, ne disposant pas d'assez d'énergie pour cuisiner et se chauffer sans danger.

Les Amis de la Terre Mozambique ont annoncé que les grands projets d'infrastructure comme celui du barrage de Mphanda Nkuwa vont détruire le cours inférieur du fleuve Zambèze et les moyens d'existence des peuples, non pas pour fournir de l'énergie à la population locale mais pour alimenter les industries fortement consommatrices et destructrices d'Afrique du Sud. Cela coûte trop cher d'installer des lignes de transmission jusqu'aux populations pauvres du Mozambique. Les grandes plantations industrielles de la province sud-africaine de KwaZulu Natal ont aggravé l'impact de deux années de sécheresse, alors que ceux qui consomment le moins d'eau sont les plus touchés par la perte de leurs récoltes annuelles de subsistance et la mort de leurs animaux. À la différence des agriculteurs industriels, ils n'ont pas d'assurance qui les sauve. Mais c'est aussi le fort développement des plantations industrielles, principalement d'eucalyptus, dans les années 1980 dans la région centrale de KwaZulu Natal, qui a détruit l'industrie laitière à forte main-d'oeuvre, et obligé les paysans noirs à se déplacer vers les zones urbaines. La violence politique entre la population urbaine et la population rurale qui arrivait s'est intensifiée, et elle a fait des milliers de morts.

À l'heure actuelle, les gouvernements du monde ont capitulé face au pouvoir des transnationales qui va ancrer encore plus le racisme environnemental, et les communautés noires indigènes en seront les plus atteintes. À la suite des dernières réjouissances de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, en décembre 2015, les mécanismes de marché comme le système REDD ont été enracinés encore plus fermement. Cela rend l'avenir sombre pour les peuples indigènes, puisqu'on les privera de leurs terres soi-disant pour « sauver la planète et les forêts », tandis que leurs moyens d'existence seront réduits et que leurs eaux seront pompées par des plantations. Pas un gouvernement ne s'est levé à Paris pendant les pourparlers de l'ONU pour dire « ceci portera atteinte à notre peuple, nous ne pouvons

pas l'accepter ». Ainsi, des mesures qui facilitent le racisme environnemental ont fait l'objet d'un accord mondial qui sera appliqué au niveau local.

Pourtant, comme beaucoup d'entre nous qui avons été réinstallés à l'époque sombre de l'apartheid, nous devons faire confiance aux plus âgés. Pour eux, le monde pouvait être différent, ils en avaient eu l'expérience, et beaucoup ont veillé tout au long de cette période angoissante à ce que nous, les enfants, ne l'oublions pas. Aujourd'hui, écoutons les peuples indigènes du monde, et ceux qui vivent avec la terre et se rappellent qu'un autre monde est possible.

*Bobby Peek, [bobby@groundwork.org.za](mailto:bobby@groundwork.org.za)  
groundwork – Les Amis de la Terre Afrique du Sud*

## **« Nègre » et « Nature » Élargir le concept de racisme environnemental**

Il est difficile d'imaginer que l'écologie ait jamais pu se dispenser du concept de 'racisme environnemental' : il désigne une réalité qui ne peut pas être abordée 'avant' ou 'après' une campagne pour l'environnement, mais à laquelle il faut faire face chaque jour quand on construit des mouvements contre la manière dont les sociétés oppressives organisent la nature.

En ouvrant une brèche dans l'attitude, si fréquente chez les écologistes des classes moyennes, du genre « Je ne suis pas raciste, ne me parlez donc pas de racisme », ce concept montre que des gens très sympathiques, dépourvus de toute théorie raciste, participent eux aussi au racisme, non seulement quand ils ne voient pas à quel point la pollution afflue vers les personnes noires ou brunes de peau et s'éloigne des blancs, mais aussi quand ils obéissent aux normes de la bonne société, qui ont tendance à interdire la mention même de questions aussi gênantes.

### **Les villes et les forêts**

L'idée de racisme environnemental s'est développée aux États-Unis dans les années 1980, chez des groupes minoritaires que l'on forçait à absorber dans leurs corps d'énormes quantités de poisons provenant de dépotoirs de déchets chimiques ou nucléaires, de sites d'enfouissement municipaux, de centrales électriques polluantes, d'incinérateurs, de l'air chargé de pesticides ou de l'eau chargée de plomb.

Ce que les groupes états-uniens décrivaient avait lieu, bien entendu, dans le monde entier. En 1984, l'usine de produits chimiques d'Union Carbide à Bhopal, en Inde, et celle de gaz propane liquide de PEMEX à Mexico, explosèrent toutes les deux, anéantissant un million de vies. Peu de temps après, la plupart du travail extrêmement toxique de démonter des ordinateurs obsolètes a commencé à retomber sur la main-d'œuvre bon marché d'Asie et d'Afrique.

Le racisme environnemental de ce genre est tout aussi évident, depuis longtemps, dans les forêts. Entre 1964 et 1992, avec ses champs de pétrole de Lago Agrio, Texaco soumit des dizaines de milliers d'Équatoriens indigènes et paysans (métisses pour la plupart) à un degré de pollution qui n'aurait jamais été toléré dans les faubourgs

fortunés blancs de New York. Dans les années 1990, on a commencé à ‘assigner’ à des communautés indigènes du monde entier la tâche d’utiliser leurs forêts et leurs *páramos* pour absorber la pollution de dioxyde de carbone issue d’industries dont les bénéficiaires profitent, de façon disproportionnée, à d’autres groupes ethniques.

### **Des USA à la République démocratique du Congo**

En fait, pour chaque exemple de racisme environnemental dans les villes, on peut en trouver un autre dans les forêts.

Les mouvements pour la justice environnementale des États-Unis dénoncent depuis longtemps le racisme inhérent à l’attitude de certaines organisations écologistes de Washington DC, qui s’efforcent de donner un *look* vert superficiel à des industries dont les profits continuent à dépendre en partie de la distribution inégalitaire de la pollution dans le pays.

Mais n’est-il pas raciste, et précisément de la même manière, que le CDC Group, la branche du gouvernement du Royaume-Uni pour le financement du développement, investisse les deniers publics dans l’entreprise de palmier à huile Feronia de la République démocratique du Congo ? Les affaires instables de Feronia ne survivraient pas si l’entreprise n’occupait pas des terres boisées qui furent volées aux communautés riveraines du fleuve Congo pendant l’occupation coloniale belge entre 1908 et 1960. Vu l’héritage de malnutrition et de salaires de misère qui continue de peser sur la population locale, n’est-il pas raciste, de la part du CDC, d’affirmer qu’il essaie seulement « d’améliorer une situation » dont il « a hérité », dont il n’est pas responsable et qu’il ne peut rien faire pour résoudre ?

### **Une autre dimension**

Cependant, le racisme environnemental ne concerne pas seulement la distribution en fonction des races de la pollution préexistante ou de la nature préexistante. Il concerne aussi et avant tout la manière dont les gens, les groupes ethniques, la nature et la pollution sont définis. Et cet aspect du racisme environnemental est peut-être encore plus visible dans les forêts qu’ailleurs.

Le système REDD, par exemple, est raciste, et non seulement parce qu’il accapare la terre des peuples indigènes pour contrebalancer les émissions non indigènes de dioxyde de carbone. Il est raciste aussi parce qu’il introduit une discrimination contre la conception indigène de la terre. Les connaissances indigènes sur la forêt ne sont même pas laissées de côté, puisqu’on ne reconnaît pas leur existence. Un racisme semblable est inhérent à ce que la sociologue argentine Maristella Svampa appelle « les zones de sacrifice », où les évaluations indigènes de la terre sont ignorées en tant qu’obstacles à l’économie basée sur l’exportation de matières premières.

Ou bien, prenons la « nature » qui est préservée dans d’innombrables aires protégées du monde. Depuis le moment de la création du Parc national de Yellowstone aux États-Unis, cette nature dépend de l’exclusion des peuples indigènes. Un nombre incalculable de relations entre les êtres humains, les animaux et les plantes y sont interdites et remplacées par d’autres relations, celles des gestionnaires de la faune, des chercheurs

scientifiques, des gardes forestiers, des touristes et des personnalités de la radio et la télévision.

Au fond, les transformations de ce genre ne sont pas nouvelles. Dans l'Angleterre médiévale, les mots '*park*' et '*forest*' désignaient des endroits où il y avait des cerfs réservés à la chasse pour les élites royales, et pas forcément des endroits où il y avait des arbres. Mais les pratiques postérieures à Yellowstone remirent l'histoire au goût du jour. Les élites prétendirent disparaître de la scène, en affirmant qu'elles étaient les représentantes de la 'nature' non humaine. Pourtant, dans le terme 'aires protégées', le mot 'protégées' voulait encore dire « protégées des personnes sans instruction et à la peau brune ».

Bien entendu, sous des régimes progressistes, on permit à quelques « autochtones » de retourner dans ces « natures »... mais, pour ce faire, ils devaient en général accepter de se transformer, soit en « bons sauvages » pittoresques, soit en agents de la gestion de l'environnement à l'occidentale. Par exemple, il leur arrivait de devoir appliquer une dichotomie à leurs terres, entre les champs uniquement agricoles et les forêts sans agriculture, à l'exclusion de toute autre possibilité, comme les jachères forestières. Ces natures restaient inéluctablement racistes. La lutte contre l'opposition être humain / nature qui les définissait devint une partie du combat contre le racisme en général.

### **Des natures stéréotypées**

Le racisme ne s'est-il pas toujours accompagné d'idées préconçues sur la nature, où elle est en quelque sorte extérieure et inférieure à l'être humain ?

Est-ce uniquement par hasard, par exemple, que les connotations dénigrantes de beaucoup de mots utilisés pour désigner la forêt ont les mêmes résonances racistes des termes souvent appliqués aux groupes minoritaires marginalisés ?

En Thaïlande, où la conservation raciste a souvent recommandé des programmes pour réinstaller les minorités des régions montagneuses à l'extérieur des forêts des bassins versants, le mot *thuen* (jungle) est synonyme de « hors-la-loi », et le mot *paa* (forêt) désigne ce qui n'est pas *siwilai* (civilisé). Combien d'épithètes racistes utilisées autour du monde – *indios de mierda*, *kohn thuen*, *nyika*, *spruce monkey*, *kariang*, *jangli*, *jungle bunny* – ne trouvent-ils pas implicitement leurs référents dans ces zones stéréotypées de primitivisme forestier ?

Le fait de savoir comment vivre dans ces environnements soi-disant sauvages, de posséder les compétences nécessaires pour varier, élargir ou enrichir les rapports avec eux, sans les réduire à de simples moyens de croissance infinie, a souvent été considéré comme une diminution de notre nature humaine. Les penseurs colonialistes européens comme John Locke ne croyaient pas que les Indiens d'Amérique fussent capables d'ajouter à la terre un quelconque ingrédient humain. Dans l'Inde coloniale, on pensait que les terres « à l'abandon » étaient occupées par des « criminels ». Aujourd'hui, la Banque asiatique de développement a déclaré publiquement que ce n'est qu'en sortant les gens des zones boisées montagneuses qu'on pourra les ramener à une « vie normale ».

### **Science et responsabilité**

Ceci nous mène tout droit à une question qui est peut-être encore plus gênante : si certaines natures sont racistes, les sciences qui les étudient peuvent-elles être innocentes ?

Le fait est que la science ne peut pas tout mettre en question en même temps. Elle doit s'en tenir à certaines suppositions qui, pour le moment, ne sont pas discutées, afin de pouvoir analyser d'autres choses. En 2016 encore, la dichotomie raciste être humain / nature est souvent un de ces présupposés.

Par exemple, une science de l'environnement dont les problèmes sont encadrés dans un programme déterminé, du genre « réduire l'impact des êtres humains sur la nature » ou « déterminer la capacité porteuse », aura une tendance raciste, quelles que soient les intentions des savants qui la pratiquent.

Or, les sciences qui étudient des choses telles que la « nature de Yellowstone » ne peuvent pas éluder à jamais la responsabilité de mettre en question – de façon scientifique – la construction même de ce qu'elles étudient. Tout le monde reconnaît aujourd'hui qu'une anthropologie qui traite les peuples qu'elle étudie comme des pièces de musée immuables qu'il faut « protéger » de tout changement est raciste. Mais l'écologie de restauration n'est-elle pas raciste, exactement de la même manière ? Et que dire des modèles climatiques qui cherchent à « stabiliser » la température planétaire à un niveau optimal pour l'économie ?

Bien entendu, il est rare que les collègues des savants assez courageux pour s'attaquer aux axiomes racistes dans leur propre discipline considèrent que ces derniers agissent poussés par l'esprit scientifique auquel ils ont consacré leur vie. Le plus souvent, on interprète qu'ils mènent des attaques personnelles et qu'ils sèment la discorde. Le racisme, leur dit-on, ce n'est rien d'autre qu'une poignée de petits méchants qui se comportent de façon immorale ou non professionnelle, tandis que la science elle-même, qui traite de la 'nature', est 'daltonienne' en matière de races.

Cette réaction est générale, en partie parce qu'elle s'est avérée très efficace pour défendre le milieu scientifique et ceux qui voient leur pouvoir légitimé par la science. Mais au fond, ce n'est une manifestation supplémentaire de la même division être humain / nature. Elle est un obstacle à la discussion rationnelle, tout autant que les épithètes racistes.

### **L'embarras, ou le renforcement d'un mouvement ?**

Les activistes pour les forêts sont-ils prêts à envisager l'idée que certains concepts de *nature* et de *forêt* qui régissent le travail, non seulement de nombreux chercheurs, mais aussi d'organisations comme la Banque mondiale, la FAO, la CCNUCC, l'UNESCO et le CIFOR sont, par certains côtés, comparables à celui de *nègre* ? Sont-ils disposés à combattre la manière dont ils utilisent parfois ces termes ?

Un tel élargissement du concept de racisme environnemental va sûrement éveiller une résistance généralisée, voire de l'hystérie. Comme le signalait il y a des années la juriste états-unienne Patricia J. Williams, chez les membres des professions libérales « les questions de race sont aussi mal accueillies et réprimées que les histoires de sexe et



de scandale : il s'agit d'un thème impoli et transgressif dont il ne faut pas traiter devant les dames ».

Mais ceux que la question embarrasse devront peut-être surmonter eux-mêmes leur problème. Des siècles durant, les peuples indigènes, les habitants des forêts et les paysans ont dû supporter le racisme de la distinction être humain / nature qui leur était imposé en bloc, à eux et à leurs forêts. Comparé à cela, le fait que les écologistes des classes moyennes et d'autres doivent assumer une petite gêne passagère n'est rien du tout.

Surtout quand les gains potentiels sont tellement plus importants. Quand, au dernier sommet climatique de l'ONU à Paris, quelques jeunes activistes afro-américains qui travaillaient contre le racisme environnemental aux États-Unis ont rencontré des représentants de la coalition 'No REDD in Africa', la relation entre eux s'est établie de façon immédiate et électrique. C'était peut-être dû, en partie, aux différents aspects d'une histoire écologique commune qui, tout à coup, se mettaient en place. Mais cela pouvait venir aussi du sentiment que les vieux concepts d'oppression raciale et de libération étaient en train de s'élargir, et que de nouvelles choses surprenantes risquaient d'arriver d'un moment à l'autre. C'est de moments comme celui-là que découle la transformation. La construction de mouvements passe par la construction de concepts.

Larry Lohmann, [larrylohmann@gn.apc.org](mailto:larrylohmann@gn.apc.org)  
The Corner House, <http://www.thecornerhouse.org.uk/>

Lectures complémentaires :

Larry Lohmann, "Ethnic Discrimination in Global Conservation",  
<http://www.thecornerhouse.org.uk/sites/thecornerhouse.org.uk/files/lohmann.pdf>.  
Larry Lohmann, "Forest Cleansing: Racial Oppression in Scientific Nature Conservation",  
<http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/forest-cleansing#fn004ref>.  
Larry Lohmann, "For Reasons of Nature: Ethnic Discrimination and Conservation in Thailand",  
<http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/reasons-nature>.  
John Vidal, "UK Development Finance Arm Accused of Bankrolling 'Agro-Colonialism' in Congo",  
<http://www.theguardian.com/global-development/2015/jun/05/uk-development-finance-arm-accused-bankrolling-agro-colonialism-in-congo>  
Julie Cruikshank, *Do Glaciers Listen? Local Knowledge, Colonial Encounters and Social Imagination*, University of British Columbia Press, 2005.  
Eduardo Kohn, *How Forests Think: Toward an Anthropology beyond the Human*, University of California Press, 2013,  
<http://www.anth.ucsb.edu/sites/secure.lsit.ucsb.edu.anth.d7/files/sitefiles/Kohn%20-%20How%20Forests%20Think%20-%20Introduction.pdf>  
Stephen Corry, "The Colonial Origins of Conservation: The Disturbing History Behind US National Parks", <http://www.truth-out.org/opinion/item/32487-the-colonial-origins-of-conservation-the-disturbing-history-behind-us-national-parks>  
Patricia J. Williams, *Seeing a Colour-Blind Future: The Paradox of Race*, Virago, 1997.  
Maristella Svampa, "The 'Commodities Consensus' and Valuation Languages in Latin America", *Alternautas*, July 2015, <http://www.alternautas.net/blog/2015/4/22/the-commodities-consensus-and-valuation-languages-in-latin-america-1>

## **“Pour un changement de paradigme” : interview avec Tom Goldtooth de l'Indigenous Environmental Network**

**Qu'est-ce que l'Indigenous Environmental Network ?**

L'*Indigenous Environmental Network* (IEN) est né en 1990 en Amérique du Nord, grâce à l'espoir, au courage et à la vision commune des jeunes, des femmes et des aînés de nombreuses tribus qui voulaient protéger notre dignité de la destruction environnementale qui avait lieu dans nos terres natales. L'IEN est une large alliance de communautés indigènes qui sont sur la ligne de front de la résistance contre les combustibles fossiles, l'exploitation minière et les industries toxiques qui envahissent les terres et les cours d'eau. C'est une alliance de base communautaire, populaire, et nous parlons pour nous-mêmes en appliquant le principe du consentement préalable, libre et éclairé. Beaucoup de nos fondateurs proviennent d'une longue lignée de résistants indigènes contre la colonisation de l'Amérique du Nord.

### **Comment (et pourquoi) la mise en œuvre de projets d'envergure (de l'extraction de pétrole aux autoroutes et aux barrages) atteint-elle surtout les communautés indigènes et traditionnelles ?**

Du point de vue de nos peuples indigènes du Nord, la conquête et la colonisation de nos terres et territoires par des colons européens, qui commença il y a plus de 500 ans, a toujours eu pour but d'exercer du pouvoir sur nos terres et d'en avoir le contrôle. Quand les envahisseurs européens sont venus, ils apportaient une cosmologie si différente de la nôtre que nous ne pouvions pas les comprendre et ils ne pouvaient pas nous comprendre. Le principe le plus destructeur que les envahisseurs européens aient imposé est la quantification et la chosification du monde naturel, en fixant une valeur monétaire aux choses sacrées, et en exterminant systématiquement les peuples indigènes qui s'y opposaient. Ces gens-là, qui ont maintenant implanté des systèmes économiques capitalistes non durables, cherchent sans arrêt des 'ressources naturelles' pour alimenter le gros monstre qu'ils ont créé. Comme ce monstre a besoin d'énergie, ils cherchent des régions lointaines du pays pour extraire des minéraux, pour construire de grands barrages, pour prendre nos arbres indigènes, et même pour voler nos médicaments traditionnels. Ils ont besoin de construire des routes et des chemins de fer pour parvenir à nos terres et territoires. Nous vivons dans un monde où il existe une société dominante qui veut toujours prendre et prendre, sans rendre jamais rien. Elle ressemble à une espèce prédatrice, dépourvue de compassion et d'amour pour les forêts, l'eau, la terre, les plantes, les animaux, les oiseaux, les poissons et tous les êtres vivants. Je pense que cette société dominante a un système de valeurs qui ne respecte pas le caractère sacré du principe créateur féminin de la Terre mère, ni ses rapports avec le Ciel père. Ils ont créé des politiques néolibérales de mondialisation, de libéralisation, de privatisation, de dérèglementation et de dénationalisation qui intensifient sans arrêt la violation des droits inaliénables des peuples indigènes et qui violent les lois naturelles de notre mère la Terre, de sa biodiversité. C'est pourquoi ils cherchent du pétrole et des minéraux soi-disant riches qui sont sous le sol, pour arracher tous les arbres anciens, pour capturer l'Esprit de l'eau et interrompre les cycles d'écoulement de la vie.

### **Que veut dire pour vous « racisme environnemental » ?**

À la fin des années 1980 et au début des années 1990, aux États-Unis, il y a eu des études qui ont découvert que les lois sur l'environnement et sur la santé publique de ce pays étaient discriminatoires à l'égard des peuples indigènes et des gens de couleur. Par gens de couleur j'entends les personnes afro-américaines, latino-américaines et asiatiques américaines. Dès le début des années 1970, de fortes lois nationales sur

l'environnement avaient été approuvées, qui devaient être respectées aussi par les États. C'étaient des lois et des normes concernant l'air propre, l'eau propre et bien d'autres aspects de l'environnement et de la santé. Or, dans les années 1980 on a trouvé que de nombreuses entreprises et usines étaient en train d'installer des industries polluantes devant la porte des communautés de gens de couleur, sans se soucier de leur santé. En plus, on faisait de grands dépotoirs de déchets toxiques près des communautés de ces peuples ethniques, y compris à proximité des communautés de nos Nations tribales indigènes. Au début des années 1990, les États-Unis et l'industrie nucléaire avaient le projet d'enfouir les déchets fortement radioactifs des réacteurs nucléaires dans les terres et territoires indigènes. Le gouvernement a promis des millions de dollars, sous la forme de traités de partage des bénéfices, à chaque membre des tribus pour obtenir qu'ils acceptent d'utiliser nos terres comme dépotoirs de déchets toxiques et nucléaires. Cependant, dans le cas de toutes ces formes de développement industriel toxiques, radioactives et écologiquement destructrices, le gouvernement des États-Unis n'a pas appliqué les lois fédérales sur l'environnement partout de la même manière. C'est ce que nous appelons racisme environnemental.

Cela s'applique aussi aux industries extractives à propos de l'exploitation des mines et des combustibles fossiles. Le gouvernement des États-Unis, par l'intermédiaire des programmes du Bureau des Affaires indiennes, a négocié des accords sur les mines et les combustibles fossiles avec nos gouvernements tribaux, avec la fausse promesse qu'ils seraient avantageux pour nous. Pourtant, les dispositions concernant l'application des normes et réglementations environnementales pour préserver la qualité de l'eau et de l'air et la santé des nôtres, ainsi que l'écosystème et les systèmes alimentaires traditionnels, n'ont jamais été abordées. C'est de l'injustice à l'égard de l'écologie et de la santé.

Le fait qu'une bonne part des ressources énergétiques qui restent se trouvent dans des terres tribales situées dans des régions lointaines de l'Amérique du Nord, joint au désir des États-Unis d'atteindre « l'indépendance énergétique » grâce aux combustibles fossiles, pousse le gouvernement et l'industrie à cibler les terres tribales pour satisfaire aux besoins en énergie du pays (et du Canada). Cette avancée pour exploiter les ressources fossiles des terres indigènes est très préoccupante pour tous ceux qui nous occupons des problèmes énergétiques et climatiques.

Du fait que beaucoup de communautés tribales sont en dépression économique et que les gouvernements tribaux subissent des pressions pour y apporter des solutions, l'industrie énergétique a la possibilité d'avoir accès aux terres et aux ressources tribales en promettant des bénéfices à court terme. La possession de ressources énergétiques, jointe à la dépression économique, rend beaucoup de nos Tribus indigènes du Nord vulnérables aux 'solutions' rapides et destructives que propose la société dominante.

Or, ce 'racisme' existe partout. Les élites des pays du Sud qui poussent à inclure dans le programme national l'exploitation de l'environnement naturel méprisent les peuples indigènes de leurs pays. Dans le monde entier, l'exploitation et le pillage des écosystèmes et de la biodiversité, ainsi que les violations des droits inaliénables des peuples indigènes qui en dépendent, se sont intensifiés. Nos droits à l'autodétermination, à nous gouverner nous-mêmes et à choisir notre mode de développement, nos droits fondamentaux à nos terres, territoires et ressources, subissent de plus en plus des attaques alarmantes issues de la collaboration des gouvernements,

des transnationales et des ONG écologistes. Les activistes et les leaders indigènes qui défendent leurs territoires continuent de subir la répression et la militarisation, qui incluent l'assassinat, l'emprisonnement, le harcèlement et l'épithète diffamatoire de 'terroristes'. La violation de nos droits collectifs a lieu avec le même degré d'impunité. La réinstallation et l'assimilation forcées attaquent nos générations futures, nos cultures, nos langues, nos coutumes spirituelles et nos rapports avec la terre, du point de vue économique et politique. C'est ainsi sur toute la planète, sur toute la Terre mère. Tout ceci est une injustice.

### **Et qu'est-ce que cela représente pour la lutte des peuples indigènes ?**

Quand on regarde les 26 dernières années, on voit que nos peuples indigènes et les gens de couleur du mouvement pour la justice environnementale et économique ont donné une âme au mouvement écologiste, ils ont sorti la protection de l'environnement de sa boîte carrée, en modifiant les politiques et en jetant les bases pour une résistance stratégique des communautés touchées de façon disproportionnée par les industries polluantes, mais aussi pour un changement économique et social.

La lutte pour nos peuples indigènes est fondée sur les droits. Nous, les peuples indigènes de toutes les régions du monde, nous défendons la Terre mère – les forêts, l'eau et tous les êtres vivants – contre l'agression du développement non durable et la surexploitation de nos ressources naturelles que comportent l'exploitation minière, l'exploitation forestière, les grands barrages, la prospection et l'extraction de pétrole. Nos forêts sont victimes de la production d'agrocarburants et de biomasse, des plantations et de l'imposition d'autres fausses solutions du changement climatique et de celle d'un développement non durable et nuisible.

Nous combattons aussi la marchandisation de la Vie – de la Nature – de la Terre mère et du Ciel père. Le capitalisme de la nature est une initiative perverse des transnationales, des industries extractives et des gouvernements, pour essayer de tirer profit de la Création en privatisant, en mercantilisant et en liquidant le Sacré, toutes les formes de vie et le ciel, y compris l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons et les gènes, les plantes, les semences traditionnelles, les arbres, les animaux, les poissons, la diversité culturelle et biologique, les écosystèmes et les connaissances traditionnelles, tout ce qui rend possible et agréable la vie sur la Terre.

La Terre mère est la source de vie qu'il faut protéger, et non une ressource à exploiter et à mercantiliser sous la forme de 'capital naturel'. En tant que peuples indigènes, nous savons quelle est notre place et quelles sont nos responsabilités dans l'ordre sacré de la Création. Le manque d'harmonie du monde nous fait souffrir, quand nous voyons que l'ordre naturel de la Création est déshonoré et que la Terre mère, et toute la vie qu'elle contient, sont soumises à la dégradation et à la colonisation économique.

Le monde moderne ne peut pas atteindre la durabilité économique sans justice environnementale et sans une forte éthique environnementale qui reconnaisse les rapports de l'être humain avec le caractère sacré de la Terre mère. L'avenir de l'humanité dépend d'un nouveau paradigme économique et écologique qui reconnaisse les cycles de vie de la nature et les droits de notre mère la Terre.

En plus de lutter pour les droits des peuples indigènes, nous luttons pour que soit reconnu le droit de l'eau à être saine, et le droit de la forêt et de la Femme sacrée à être saines ; tel est notre combat.

Je parle souvent de mes craintes, de mes inquiétudes et de mes points de vue au sujet de nos combats. Depuis le Nord, je vois que, si les tendances actuelles se poursuivent, les arbres indigènes ne trouveront plus de place habitable dans nos forêts, les poissons ne trouveront plus vivables les ruisseaux, et l'humanité verra ses terres natales inondées ou frappées par la sécheresse à cause du dérèglement du climat et des phénomènes météorologiques extrêmes et imprévisibles. Nos peuples indigènes ont déjà subi de façon disproportionnée les effets négatifs combinés du réchauffement planétaire et du changement climatique, et les effets négatifs de l'extraction de combustibles fossiles et des systèmes de traitement de cette industrie.

La Terre mère et ses ressources naturelles ne peuvent pas répondre aux besoins de production et de consommation de cette société moderne industrialisée et de son paradigme économique dominant, qui attachent de la valeur à la croissance économique rapide, à la quête de l'accumulation de richesses pour les entreprises et les individus, et à la ruée pour l'exploitation des ressources naturelles.

Je vois les problèmes que comporte le système de production non régénérateur du monde, qui crée trop de déchets et de pollution toxique. Nous pensons que les pays, ceux du Nord comme ceux du Sud, doivent se centrer sur de nouvelles structures économiques, régies par les limites et les frontières absolues de la durabilité écologique, par la capacité porteuse de la Terre mère. Je vois qu'il est nécessaire de distribuer de façon plus équitable les ressources mondiales et locales. Je crois qu'il est nécessaire d'encourager et de soutenir les communautés autonomes.

Nous, les peuples indigènes, nous remarquons que les Nations unies, la Banque mondiale et d'autres secteurs financiers et privés, comme les industries énergétiques et extractives, et même certains États des États-Unis, comme la Californie, essaient d'imposer un programme d'économie 'verte' qui est en train d'accroître la marchandisation, la financiarisation et la privatisation des fonctions de la Nature. Or, ces fonctions de la Nature sont les sources de vie de la Terre mère.

Je dois dire que cette question est une des plus pressantes auxquelles font face les peuples indigènes. Ce système économique 'vert' fixe un prix monétaire à la nature et crée de nouveaux marchés financiers qui ne feront que creuser les inégalités et accélérer la destruction de la Nature – la Terre mère – et, par là, celle de nos terres indigènes. Nous ne pouvons pas laisser l'avenir de la Nature et de l'humanité entre les mains d'instruments financiers spéculatifs comme l'échange d'émissions, les systèmes de compensation de carbone, dont la 'Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation (REDD), et d'autres systèmes commerciaux de conservation et de compensation de la biodiversité.

Les projets de type REDD et les projets de compensation des émissions sont déjà en train de causer des violations des droits de l'homme, l'accaparement de terres et la destruction environnementale. Si REDD+ est mis en œuvre dans le monde entier, il risque d'être la porte ouverte à la plus grande appropriation foncière des 500 dernières

années. Ces initiatives de compensation permettent à des criminels comme Shell et Chevron de se tirer d'affaire.

Tout comme, au cours de l'histoire, la Doctrine de la découverte a été utilisée pour justifier la première vague de colonialisme en alléguant que les peuples indigènes n'avaient pas d'âme, et que nos territoires étaient *terra nullius*, c'est-à-dire un territoire sans maître, à présent l'échange d'émissions et REDD+ sont en train d'inventer des prémisses tout aussi malhonnêtes pour justifier cette nouvelle vague de colonisation et de privatisation de la nature. Ceci est très grave.

Les liens indissolubles des êtres humains et de la Terre, inhérents aux peuples indigènes, doivent être respectés pour le bien de toutes nos générations futures et de toute l'humanité. Tel est le but de notre combat.

**Connaissez-vous d'autres types d'approches directives concernant les territoires indigènes, qui soient moins évidentes ou visibles ? Si oui, pourriez-vous expliquer pourquoi ces impositions sont aussi des manifestations de racisme environnemental ?**

La plupart des systèmes de gouvernement nationaux, étatiques et sous-nationaux, des pays du Nord et de ceux du Sud, manquent d'instruments pour la participation des peuples indigènes à la formulation de politiques. La plupart des gouvernements appliquent une politique paternaliste qui consiste à décider par eux-mêmes ce qui convient le mieux aux peuples indigènes. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des politiques sur l'énergie et l'extraction de minéraux. Il est très rare que les gouvernements souhaitent accorder aux peuples indigènes des droits sur le sous-sol, et ils limitent leurs droits territoriaux. On parle sans cesse de marchés secrets passés par les gouvernements nationaux, qui, plus tard, au moment de les appliquer, empiètent sur les droits des peuples indigènes. Quels sont donc les mécanismes pour lesquels nous plaçons ? Les principes ou les normes du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (FPIC d'après l'anglais) sont très importants pour toutes les décisions que prennent les gouvernements. Ces principes réservent à nos communautés indigènes le droit de dire Non ! à toute forme de développement que l'on propose pour leurs territoires. Dans le Nord, le gouvernement des États-Unis veut limiter notre droit de donner notre avis et de dire non, en continuant de promouvoir les mesures de 'consultation'. Mais l'important, c'est de savoir qui est consulté. Les gouvernements aiment 'consulter' nos intermédiaires indigènes, et ne viennent jamais au niveau de la base pour se réunir avec l'ensemble de nos communautés et discuter de tous les aspects du développement qu'ils veulent imposer à notre peuple. C'est partout pareil. Le plus souvent ils ont déjà complété leurs plans de développement. C'est pourquoi nous exigeons que nos communautés indigènes soient pleinement informées avant de mettre en œuvre le projet. Nous avons le droit d'être pleinement informés de tous les aspects, bons et mauvais, de ce qu'on propose. Et finalement, nous avons le droit de donner notre consentement collectif, même si nous devons dire non au projet. Le gouvernement doit respecter notre droit de dire non. Mais tel n'est pas le cas.

**Comment pensez-vous que le mouvement de solidarité pour la justice sociale et environnementale puisse contribuer au combat contre le racisme environnemental sous toutes ses formes ?**

Dans le Nord, au début des années 1990, quand le racisme environnemental était à son comble et que nos réclamations de justice environnementale se sont fait entendre, nous, les peuples indigènes, nous sommes associés avec les minorités, avec les gens de couleur. C'était une stratégie politique pour accroître notre pouvoir de faire changer les choses. Nous sommes les « Premières Nations », originaires des terres et territoires des États-Unis, et nous avons dit aux gens de couleur et aux mouvements pour la justice sociale que nous allions nous ranger à leurs côtés, pourvu qu'ils restent solidaires avec nos droits en tant que peuples indigènes. Nous avons vu que nous devions construire une base de solidarité avec d'autres mouvements pour la justice sociale et environnementale, afin de mieux faire entendre nos demandes de changement aux États-Unis. Cette stratégie a continué avec le mouvement pour le climat, en y ajoutant le mot 'justice'. Dans ce mouvement pour la justice climatique, nous avons beaucoup de problèmes en commun avec d'autres communautés qui sont pauvres, qui font face au racisme et à la pauvreté, et qui sont marginalisées et victimes de discrimination de la part de la société dominante des États-Unis. Ainsi, nous avons formé nos propres alliances pour la justice climatique et mobilisé les communautés qui luttent contre l'économie à base de combustibles fossiles, pour réclamer d'une seule voix un changement de système plutôt que de climat.

Les peuples indigènes et non indigènes, et les communautés qui se battent sur le terrain pour pousser leurs gouvernements à réexaminer un système juridique qui ne marche pas, ont besoin de dialoguer entre eux. La solidarité est nécessaire pour construire une base de pouvoir, pour développer l'éducation populaire et informer de ce qui arrive à la Terre mère les communautés qui ont toujours été opprimées. Grâce à l'éducation et aux principes d'organisation de base communautaire, davantage de personnes sont en train de comprendre qu'il faut une législation qui reconnaisse les droits de l'environnement, des animaux, des poissons, des oiseaux, des plantes, de l'eau et de l'air lui-même.

À présent, les mouvements sociaux commencent à percevoir une structure de pouvoir qui ne respecte personne, à l'exception du petit 1 % que représentent les élites fortunées. Ils commencent à voir l'importance et la sagesse des cosmologies, des philosophies et des visions du monde indigènes. Cela vaut la peine de se mobiliser pour un changement de système avec d'autres mouvements non indigènes. Nous avons besoin du pouvoir populaire pour parvenir à des solutions de longue durée, qui se détournent des paradigmes dominants et des idéologies centrées sur la croissance économique, sur les bénéfices des entreprises et sur l'accumulation de richesses comme moteur principal du bien-être social. Les pressions venues de l'extérieur continueront d'avoir des effets négatifs sur nos peuples indigènes. Alors, que faisons-nous pour changer cela ? Nous établissons des contacts et nous associons à des alliés non indigènes et à des mouvements sociaux. Inéluctablement, la transition se fera vers des sociétés dominantes qui puissent s'ajuster équitablement à des niveaux réduits de production et de consommation, et vers des systèmes d'organisation économique de plus en plus localisés, qui reconnaissent et respectent les limites de la nature et la Déclaration universelle des droits de la Terre mère.

Merci.

**Hors des sentiers battus. L'opposition à la cartographie capitaliste**

Pour beaucoup, la cartographie est une technique qui n'éveille aucun soupçon et qui nous aide à nous orienter dans le monde. Ce qu'on oublie souvent, c'est qu'il serait important de savoir au service de quels programmes politiques sont les cartes. Même l'industrie mondiale de la 'contre-cartographie', qui reste utile en partie pour résister aux invasions que la cartographie conventionnelle favorise, a commencé à adopter la spatialité, la temporalité et la logique du changement qui sous-tendent la cartographie hégémonique. Dans bien des régions, la participation et l'actionnariat dans l'industrie minière et dans celle des plantations, ou dans REDD et d'autres projets de compensation d'émissions, se substituent à la logique de la résistance et de la réparation que la cartographie participative serait censée favoriser. Une histoire critique des mouvements pour une 'cartographie de l'intérieur' – le contraire de la 'cartographie de l'extérieur' hégémonique – doit donc être intégrée dans les programmes d'apprentissage de la société afin de contribuer à un changement réel.

Les quatre dernières décennies ont été témoins de changements radicaux dans les pays du Sud. Au milieu d'une économie mondiale intégrée basée sur l'énergie et les matières premières, des entreprises bien financées se sont précipitées pour occuper de nouveaux endroits ou des sites susceptibles de générer des profits. La production a été fragmentée et redistribuée, les régimes commerciaux démontés et réorganisés, et les États nationaux reconfigurés en conséquence. À mesure que les vieilles étiquettes qui disaient 'Fabriqué en Allemagne' ou 'Fabriqué au Japon' étaient remplacées par le slogan 'Fabriqué dans le monde', des formes nouvelles et plus rapides de détérioration écologique et sociale sont apparues.

Parmi ces changements figure celui de la cartographie. Dans le passé, les cartes étaient souvent un moyen d'aider les entreprises et les États à revendiquer des territoires et à organiser les connaissances nécessaires à l'accumulation de capital. Elles avaient tendance à ignorer 'd'autres' revendications et connaissances, considérées comme négligeables.

La cartographie capitaliste élargit et transforme la logistique militaire. Cette cartographie devient plus spécialisée et plus étroite dans son contexte disciplinaire, non seulement en accumulant des connaissances considérées comme utiles pour la reproduction de l'économie mondiale, mais aussi en écartant ou en condamnant toute 'autre' connaissance déclarée sans importance. Aujourd'hui, la cartographie est peut-être en train de devenir encore moins démocratique et plus élitiste et exclusiviste, et de s'écarter encore plus des questions concernant les groupes sociaux les plus faibles. Les investisseurs et les leaders politiques regardent les cartes du monde pour savoir à quels endroits il est 'tolérable' de 'réduire la surface de production'. Où l'on peut acquérir des 'stocks de carbone en forêt tropicale' bon marché. Où le prix en dollars des terres agricoles est le plus haut ou le plus bas. Où de nouveaux 'corridors' qui facilitent la rationalisation de la production et du commerce peuvent être tracés à travers des milliers de kilomètres de frontières topographiques et politiques, réorganisant dans leur sillage des populations humaines et non humaines. Pour défendre cette destruction, on allègue que le but est d'apporter le 'développement' à ceux qui ont été victimes des forts investissements préparés par les cartes en question.

En l'espace d'un demi-siècle à partir de la fin des années 1960, ce vigoureux réaménagement cartographique du monde a éveillé la confiance d'un large échiquier



politique – et même de certains membres des mouvements écologistes – en l'utilité des 'géographies' réductionnistes de ce style.

Des cartes de 'planification de l'espace' commandées par les États identifient, à l'extérieur des blocs d'investissement existants ou dans des zones déjà exploitées, des étendues qui peuvent être ravagées au moindre coût politique possible, afin de les rendre disponibles pour la prochaine tournée d'investissements internationaux. Des drones et des satellites permettent aux États et aux entreprises d'obtenir, avec une marge d'erreur de moins d'un mètre, la représentation spatiale de tout, des types de sol aux frontières légales.

Pendant ce temps, les communautés locales ont du mal à se faire indemniser pour l'invasion de leurs territoires, puisque les cartes utilisées par leurs adversaires de l'État ou des entreprises ne sont même pas capables de dire de quoi il faut les dédommager.

### **Des espaces alternatifs**

Or, même les tentatives les plus puissantes et systématiques de refaire la carte du monde au profit d'une nouvelle vague de pillage provoquent un juste retour des choses. Chaque tentative pour déplacer les frontières de l'espace monopolisé afin de générer davantage de bénéfices économiques suscite des efforts pour définir, défendre, revendiquer et recréer des espaces 'alternatifs'.

Ces espaces n'existent pas seulement à l'occasion de grands événements comme le Forum social mondial, qui ont lieu dans des villes telles que Porto Alegre, Mumbai ou Tunis. Ils sont recréés aussi à de nombreux endroits où l'on empiète sur les biens communs et où les gens essaient de se remettre en prise avec leurs propres forêts, leurs montagnes et leur sol.

Ces espaces 'alternatifs' peuvent être construits également à partir des espaces transitoires et souvent ignorés où vivent les nouveaux dépossédés, que ce soient les squatters urbains, les ouvriers opprimés des usines ou les réfugiés ruraux. Dans ces groupes, le sentiment de communauté n'est invoqué que dans des situations d'urgence, comme la menace d'expulsion, et il se manifeste par des soulèvements ou des émeutes. Pourtant, de ces situations d'urgence surgissent aussi des espaces, non télévisés et non financés, pour l'apprentissage d'une collaboration de longue durée, afin de replanter une terre dévastée, de faire des cultures alimentaires pour subvenir aux besoins internes des communautés, et ainsi de suite. Ces efforts sont des moyens de récupérer quelques-uns des organes dont on a besoin pour continuer d'avancer.

### **La cartographie alternative**

En dressant la carte de ces espaces il serait possible de créer de nouvelles arènes pour combattre l'expansion capitaliste, mais cela pourrait aussi finir par favoriser les intérêts impérialistes ou ceux des transnationales.

La 'contre-cartographie' et la 'cartographie participative' en sont des exemples. De façon générale, la contre-cartographie fait appel à des professionnels pour créer des cartes qui représentent les intérêts et les inquiétudes du commun des mortels, tandis que

la cartographie participative dépend souvent de l'information que seuls les gens du coin peuvent fournir.

Ces efforts sont généralement bien intentionnés, mais ils peuvent aussi reproduire les idées discriminatoires sur l'espace qui caractérisent les cartes conventionnelles.

Ils peuvent, par exemple, filtrer les opinions de ceux qui ne sont pas capables d'utiliser les techniques de la cartographie, ou ignorer le vocabulaire qu'ils emploient. Ils peuvent représenter les espaces de vie locaux comme des endroits situés sur une grille de prospection ou de propriétés, contredisant ainsi ce qui est le propre de ces espaces de vie. Même lorsqu'ils essaient de dépeindre l'étendue de l'invasion des terres ancestrales ou la portée des mouvements de résistance, très probablement ils ne seront pas en mesure d'examiner en profondeur, et encore moins de représenter sur une carte unidimensionnelle, la nature profonde des conflits sous-jacents.

En outre, les cartes 'alternatives' peuvent devenir des sources d'information de grande valeur commerciale que les États et les grandes entreprises ont du mal à se procurer, comme l'emplacement sur GPS d'escarpements dont la couleur coïncide avec les échantillons d'un minéral déterminé, ou la connaissance de méthodes de conservation locales auxquelles on pourrait plus tard fixer un prix pour les vendre, dans le cadre des programmes REDD+ ou autres.

En Indonésie, par exemple, la Décision 35 de 2013 du Tribunal constitutionnel ordonne à l'État de faire figurer les 'forêts coutumières' sur les cartes des territoires traditionnels. Ceux-ci furent cartographiés en tandem avec les communautés qui participaient à REDD. À la fin de 2014, l'Alliance des peuples autochtones de l'archipel indonésien (AMAN) avait présenté 517 cartes, qui couvraient une superficie de plus de 4 800 000 hectares, à l'ancien conseil d'administration de REDD+, qui avait assumé le rôle de 'gestionnaire des données' géographiques.

Dans le pire des cas, la cartographie 'participative' dégénère en manipulation pure et simple. Un exemple notoire en est ce qui s'est passé en Indonésie lorsque le Fonds mondial pour la nature (WWF) prêta 50 caméras vidéo à des membres de la communauté de Lamalera, sur l'île de Lembata, et organisa des cours de formation en enregistrement vidéo pour la population. Par la suite, la communauté utilisa les caméras pour enregistrer une chasse à la baleine, cérémoniale en partie et non commerciale, qui a lieu chaque année au large de l'île. Après avoir repris les caméras, le WWF se servit de l'enregistrement pour discréditer les habitants de Lamalera et proposer au gouvernement d'interdire les rituels de ce genre, sans se donner la peine d'analyser et de comprendre l'histoire de cette société.

## **L'avenir**

Au moment de combattre ou de 'décentrer' le nouvel élan agressif du colonialisme pour redessiner la carte du monde, on peut beaucoup apprendre de certaines manières alternatives bien établies d'organiser l'espace et le temps.

Le cosmos balinais, par exemple, intègre non seulement des données spatiales comme celles basées sur les points cardinaux, à la vertu, la nuance ou le degré du sacré, mais il associe aussi les phénomènes cosmiques, les activités humaines profanes et sacrées, et

une connaissance précise de l'espace de vie écologique, à un système de calendrier hybride. Ce système hybride comprend les calendriers lunaire et solaire, et inclut aussi les calendriers grégorien, hijri, chinois, wuku et çaka. L'idée est de calibrer les cycles temporels des routines sociales ou cérémoniales en fonction des avantages qu'offrent les variations du climat et des microclimats. Aujourd'hui, par exemple, les habitants des quatre communautés qui gardent le lac Tamblingan connaissent et appliquent une carte mentale détaillée du paysage, à partir d'un ensemble de lois écologiques figurant dans des inscriptions qui datent de 480 ap. J-C.

La cartographie spatiale associée, par exemple, au *Shanhaijing* ou Livre des Monts et des Mers, vieux de deux millénaires, ou aux *mappae mundi* de l'Europe médiévale, sont des outils supplémentaires pour faire une analyse critique de la cartographie capitaliste contemporaine.

La résistance, la réparation et la réappropriation des biens communs nécessitera des efforts collectifs pour comprendre et dénoncer la violence du système actuel basé sur l'extraction. Dans ce contexte, il est important de souligner que la cartographie – y compris beaucoup de formes de cartographie participative – contribue à pérenniser ce système. Néanmoins, la résistance, la réparation et la réappropriation des biens communs nécessite aussi des types de cartographie différents, qui mettent en jeu des codes et des raisonnements autres que ceux de la géographie capitaliste dominante, concernant l'utilisation de l'espace, du temps de travail, de l'énergie et des ressources de la terre.

*Hendro Sangkoyo*, [hendro.sangkoyo@gmail.com](mailto:hendro.sangkoyo@gmail.com)  
*School of Democratic Economics, Indonésie*

Lectures complémentaires :

- Dorofeeva-Lichtmann, Vera V. (1995). *Conception of Terrestrial Organization in the Shan Hai Jing*. Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient, Tome 82, 1995, p. 57-110, [http://www.persee.fr/doc/befeo\\_0336-1519\\_1995\\_num\\_82\\_1\\_2297](http://www.persee.fr/doc/befeo_0336-1519_1995_num_82_1_2297).
- Biggs, M. (1999). *Putting the State on the Map: Cartography, Territory, and European State Formation*. Comparative Studies in Society and History, Vol. 41, No. 2 (avril 1999), p. 374-405, <http://users.ox.ac.uk/~sfos0060/statemap.shtml>.
- A.B. Coury, Hendricks, T.A., et Tyler, T.F. (1978). Map of prospective hydrocarbon provinces of the world. U. S. Geological Survey.
- Sassan S. Saatchi et d'autres (2011). Benchmark map of forest carbon stocks in tropical regions across three continents, Proceedings of the National Academy of Sciences, <http://www.pnas.org/content/108/24/9899.full>.
- Banque mondiale (2011). Rising Global Interest in Farmland: Can it yield sustainable and equitable benefits?, <http://siteresources.worldbank.org/DEC/Resources/Rising-Global-Interest-in-Farmland.pdf>.

## **La cartographie communautaire : Une géographie au service de la résistance**

La géographie est une discipline que l'on associe à la mémorisation d'accidents géographiques (montagnes, fleuves, vallées...) et au 'simple' établissement de cartes, que l'on considère généralement comme des représentations fidèles de la réalité et non comme des créations basées sur un point de vue déterminé. D'autre part, mais toujours

dans le même contexte, la géographie a toujours été considérée par les États et par le capital comme un savoir stratégique pour « faire la guerre ». D'après le géographe radical Lacoste, cette idée allait bien au-delà du sens strict de « diriger des opérations militaires » : la connaissance de l'espace était associée à la politique dans un sens plus large, étant indispensable pour connaître, organiser et contrôler l'espace et la population sur lesquels l'appareil de l'État exerce son autorité. L'analyse de Lacoste montre que le rôle de la géographie dans le renforcement des États et des entreprises a dépassé le niveau de la connaissance stratégique : à partir de son institutionnalisation (en tant que discipline universitaire et scolaire au XIX<sup>e</sup> siècle), la géographie a commencé à jouer un rôle fondamental dans le processus de légitimation, dans les imaginaires collectifs, du monopole de l'État en tant qu'ordonnateur du territoire.

Cette perspective empêchait d'avoir une vision totale de l'espace, avec deux conséquences différentes mais étroitement liées. D'une part, elle naturalisait les configurations spatiales en tant que faits accomplis (par exemple, les frontières nationales et les divisions politiques et administratives à l'intérieur d'un État), comme si la détermination des espaces n'était pas un processus politique, simultané à celui de l'organisation d'une société. D'autre part, cette occultation est responsable de la création d'un imaginaire collectif déterminé, qui a intégré le lien inhérent du territoire avec l'État. Comme si d'autres groupes ou collectifs n'étaient pas aussi des acteurs qui s'approprient et créent des espaces, devenant ainsi des agents légitimes de l'ordonnement de leurs propres espaces de vie et de reproduction.

Cet imaginaire collectif puissant commence à être remis en question à partir des années 1970 (et avec plus de force dans les décennies suivantes), aussi bien dans le monde universitaire (grâce à l'influence fondamentale de l'œuvre de Lacoste) que dans les mouvements sociaux qui commencent à s'organiser en se basant sur les nouvelles stratégies discursives. Les mouvements indigènes et afro-américains ont lancé une mobilisation pour la reconnaissance de la diversité culturelle, ce qui a fait monter à la surface le fait que les États nationaux, loin d'être constitués par une unité culturelle et territoriale homogène, comportent énormément de particularités culturelles systématiquement piétinées par l'ordonnement territorial étatique, qui est accusé d'être un 'désordonnement' des modes de vie des différents peuples. En se fondant sur une analyse critique de l'État hégémonique, ces groupes mettent en question la naturalisation de l'association directe de l'État, la nation et le territoire, pour essayer de défaire ce mythe fondateur de ce qu'on appelle « les temps modernes ».

Groupés autour de la revendication du territoire et de l'autonomie, ces mouvements ont énoncé clairement l'existence de formes diverses d'appropriation et d'utilisation du territoire, de rapports différents avec la nature et de types différents d'organisation politique et économique, et ils ont lutté pour essayer d'obliger l'État à reconnaître leurs différentes géographies. Leurs réclamations confrontaient directement le système de développement et d'organisation sociale de type colonialiste, et proposaient de rompre avec le pouvoir qui en découlait, mais aussi avec les savoirs qui sont à son service, grâce à des transformations politiques, épistémiques et territoriales.

Le cas des organisations indigènes latino-américaines (celles surtout de l'Équateur, la Bolivie, le Mexique et la Colombie) est peut-être le plus emblématique en ce qui concerne le changement de discours sur cet imaginaire. En politisant leur identité et en considérant comme un aspect fondamental leur différence ethnique, ceux qui s'identifiaient jusque là comme des paysans vont modifier radicalement leurs discours

et leurs stratégies. Ainsi, l'ancien combat pour la terre s'est élargi et il s'est transformé en un combat pour le territoire, l'autodétermination et l'autonomie. Cependant, la revendication de la diversité culturelle (et des territorialités respectives) au sein de l'État ne se limite pas au mouvement indigène : d'autres secteurs urbains, noirs, paysans, cueilleurs (comme les *seringueiros* du Brésil), ont commencé à se rassembler, à partir des années 80, autour d'un discours qui réclame la reconnaissance ou le respect des revendications d'autonomie territoriale au sein des États nationaux.

En contact permanent avec ces mouvements et avec les sciences politiques, la géographie a traversé elle aussi une période de réexamen critique, à partir de laquelle la neutralité supposée de la production universitaire et scolaire a commencé à être mise en doute. La « nouvelle géographie » de l'école brésilienne, avec en tête Milton Santos, Carlos Walter Porto Gonçalves ou Rogério Haesbaert, a élargi sa vision des aspects politiques et territoriaux pour cesser de les associer exclusivement à l'État. Le territoire et les rapports de pouvoir ont commencé à être perçus d'un point de vue plus large, à travers les multiples sujets qui partagent l'espace. Le territoire cesse d'être un monopole d'État, la géographie devient un outil pour marquer ou démarquer la terre, pour la 'graphier', afin que les groupes subalternes puissent se l'approprier, de façon matérielle et symbolique. C'est pourquoi le territoire n'est pas un fait préalablement établi, mais le résultat d'une lutte d'intensité variable de divers acteurs pour l'appropriation d'un espace déterminé qui est continuellement redéfini.

Il nous semble fondamental que les mouvements sociaux se réapproprient de façon critique le concept de territoire, et qu'ils fassent appel à la cartographie de leurs territoires pour déterminer leur propriété dans les conflits dus aux nombreux dépouillements. Du point de vue de la géographie critique, nous pensons que l'exercice de la cartographie communautaire peut être un outil de lutte et de transformation sociale, une source de pouvoir pour les sujets politiques qui font face à la territorialisation du capital dans leurs espaces de vie. Elle peut être une façon de créer des imaginaires collectifs et individuels où l'appropriation du territoire face à l'État et aux entreprises devient légitime, une façon de stimuler chez les générations plus jeunes les processus de (re)connaissance du territoire, en dialoguant avec les personnes plus âgées qui le connaissent, dans un contexte d'abandon de l'identification paysanne.

Il est fondamental d'éliminer la hiérarchisation des connaissances entre ceux qui ont un diplôme en géographie et les communautés qui engendrent le territoire. Le format final de la cartographie qui en découlera sera différent suivant les objectifs : il y aura des processus d'inventaire sans aucune carte, des cartes mentales, des cartes à diagrammes, des productions artistiques, des plans de vie basés sur un contre-ordonnement territorial, des cartes cartésiennes avec toutes les conditions légales requises, etc. Tout dépendra de l'importance de la réclamation, du besoin organisationnel. Néanmoins, il ne faut jamais oublier que la géographie sera toujours une arme de guerre. Lacoste nous rappelle qu'on peut, sans aucune mauvaise intention, livrer à l'ennemi l'information la plus précieuse. Si la cartographie est conçue comme une fin et non comme un moyen, il existe le risque qu'elle fasse un apport considérable aux stratégies de l'État et des entreprises capitalistes. En outre, la cartographie communautaire elle-même a été un des outils les plus utilisés par les intermédiaires des entreprises pétrolières auprès des communautés, par des fonctionnaires ministériels qui ont intérêt à détruire des territorialités indigènes, par des ONG écologistes ou par des capitalistes qui visent à faire des plantations d'arbres, pour n'en donner que quelques exemples parmi les plus

connus. La géographie critique sera un apport positif à condition qu'elle regarde la dispute pour le territoire entre plusieurs sujets politiques et qu'elle choisisse de mettre ses outils au service de l'appropriation territoriale des peuples dépouillés. Dans cette optique, la cartographie communautaire peut être une des tactiques à utiliser.

Manuela Silveira et Manuel Bayón, [geografiacriticaecuador@gmail.com](mailto:geografiacriticaecuador@gmail.com)

Colectivo de Geografía Crítica del Ecuador

La version intégrale de l'article original est disponible sur

<https://geografiacriticaecuador.org/2016/04/10/mapeo-comunitario-geo-grafiando-para-la-resistencia/>.

Quelques ouvrages fondamentaux de géographie critique sur lesquels est fondé ce texte :

LACOSTE, Yves (1990 [1976]). La geografía: un arma para la guerra. Barcelona: Editorial Anagrama.

SANTOS, Milton (1978). Por una Geografía nueva. São Paulo: Hucitec/EdUSP.

<https://geografiacriticaecuador.files.wordpress.com/2013/01/santos-por-una-geograf3ada-nueva-completo.pdf>.

PORTO GONÇALVES, Carlos Walter (2003). Geografando nos varadouros do mundo. Brasília: IBAMA.

HAESBAERT, Rogério (2008) "Dos múltiplos territórios à multiterritorialidade". Dans : HEIDRICH, Álvaro [et d'autres] (org.). A emergência da multiterritorialidade: a ressignificação da relação do humano com o espaço. Canoas/Porto Alegre: Éd. ULBRA/EdUFGRS.

## **Les origines coloniales racistes de la conservation des forêts à l'occidentale. Coup d'oeil sur un projet REDD au Kenya**

Il serait anti-historique et apolitique de ne pas situer carrément à l'époque coloniale les racines de la conception occidentale de la conservation de la nature. Vandana Shiva, politicienne écologiste et éco-féministe, met clairement en lumière cette relation dans son livre *Staying alive : women, ecology and survival in India*, quand elle dit :

*« Lorsque les Britanniques ont colonisé l'Inde, ils ont commencé par coloniser ses forêts. Ignorants de leur richesse et de la richesse des connaissances de la population locale en matière d'aménagement durable des forêts, ils ont écarté les droits, les besoins et les savoirs des gens du pays et réduit à du bois d'oeuvre cette source fondamentale de vie. » (Shiva 1990)*

Quand, dans les années 1970, les femmes du mouvement *Chipko* de l'Himalaya se sont soulevées pour protester et pour protéger leurs forêts contre l'exploitation commerciale en mettant leurs corps et leurs vies en péril, c'était la suite de presque un siècle de résistance dans tout le pays. L'administration coloniale britannique avait introduit les Codes forestiers de 1878 et de 1972, qui privaient absolument la population locale de ses droits sur les forêts, tout en donnant aux militaires britanniques et à leurs entreprises la possibilité d'y accéder sans entraves.

Ces femmes ne rejetaient pas seulement un ordre économique et politique qui leur avait été imposé et qui était au service de l'Empire britannique et d'une élite locale ; elles rejetaient en fait les diverses manifestations d'un capitalisme hétéro-patriarcal qui se manifestait alors par une redéfinition et une réévaluation de la nature basée sur la vision patriarcale du monde d'Occident. Une vision du monde qui fait passer les profits avant le bien-être des gens et des écosystèmes, et avant leurs activités productives et reproductives. Une vision du monde absolument ignorante des interconnexions de la

nature, et profondément ancrée dans la politique raciste qui se caractérise par l'exclusion des 'autres' et particulièrement de leurs modes de connaissance.

L'un des endroits où ces tensions et ces différences idéologiques interviennent fortement est la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), l'organisme mondial chargé de travailler avec les gouvernements pour trouver le moyen de résoudre les crises climatiques. Malheureusement, les groupes progressistes et les communautés qui sont aux premières lignes du combat contre les effets de ces crises sont arrivés à la conclusion unanime que les négociations ont été la proie du lobbying des transnationales et ont permis aux pays d'Occident, les plus fortement responsables des crises, de saper les principes d'équité et de justice. Ainsi, les pays du Sud ont été contraints de prendre à leur charge la plus grosse part des efforts d'adaptation et d'atténuation, par le biais des marchés du carbone.

L'importance des forêts et de leurs écosystèmes pour cette planète va bien au-delà de leur rôle de poumons de la terre, qu'ils jouent en absorbant les émissions de dioxyde de carbone et en libérant de l'oxygène. Des millions de personnes du monde entier, y compris des peuples autochtones, dépendent en partie ou en tout des ressources forestières pour leur subsistance. Les forêts réalimentent les aquifères quand l'eau dépasse leurs racines ; elles protègent les écosystèmes en aval en absorbant l'eau de ruissellement ; et elles ont une valeur considérable dans les domaines spirituel, culturel et linguistique, dans le monde entier mais encore plus dans la vision du monde des peuples indigènes.

La Réduction des émissions issues du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+) est un exemple des instruments du marché que manie la CCNUCC. Il accorde une valeur monétaire au carbone que la forêt 'absorbe', à partir de l'idée qu'il faut donner de l'argent aux communautés, aux États, aux ONG et aux grandes entreprises pour les 'stimuler' à protéger les forêts... et le carbone qu'elles renferment. Ainsi, la crise climatique cesse d'être un problème historique découlant du système de développement capitaliste à base de combustibles fossiles, pour devenir un problème commercial qui sera résolu par le même système économique qui l'a créé.

### **REDD au Kenya : le renforcement des inégalités historiques**

Le Projet REDD du corridor de Kasigau, situé dans le comté de Taita Taveta, au Kenya, est intéressant pour voir comment les marchés du carbone dépolitisent et enlèvent toute base historique aux expériences des communautés locales concernant la destruction de leurs écosystèmes et leurs moyens d'existence, mais aussi comment sont sabotées les discussions mondiales sur le changement climatique. Le projet, dont l'exécution en est à la 3<sup>e</sup> étape, commença en 2008 dans des ranchs régis par des régimes fonciers divers, les propriétaires étant des particuliers, des entreprises privées et des 'Sociétés agricoles dirigées' (DAC d'après l'anglais).

Le projet est dirigé par Wildlife Works, une société privée états-unienne, laquelle estime que le Corridor de Kasigau permettra d'éviter l'émission de plus de 48 millions de tonnes de carbone sur une période de 30 ans. La réduction des émissions se fera surtout par des changements de l'affectation et des méthodes d'aménagement et de surveillance des sols, qui impliquent de mettre fin à l'agriculture sur brûlis et à la production de charbon, et de réduire le déboisement et la dégradation des forêts. On estime que 400

personnes travaillent dans les opérations du projet, qui incluent une fabrique de vêtements pour l'exportation.

Les crédits de carbone générés par le projet sont vendus sur le marché volontaire, et le produit est partagé en trois (du moins en théorie) : un tiers pour Wildlife Works, l'exécuteur du projet ; un tiers pour les communautés de la zone du projet, et un tiers pour les propriétaires des ranchs. Un document de recherche publié l'année dernière révèle que la distribution des bénéfices est en fait problématique : les propriétaires de la terre sont payés en premier ; ensuite, on déduit les frais du projet, et l'argent qui reste est distribué entre les villages [1].

La recherche révèle aussi que les propriétaires des terres ont signé des contrats qui leur donnent le droit de recevoir un tiers des recettes, avant déduction des frais associés à la mise en oeuvre du projet. En revanche, les communautés n'ont aucun contrat qui leur garantisse une part déterminée des recettes. Elles n'ont que ce qu'on pourrait appeler un 'accord reposant sur l'honneur', et il leur est arrivé souvent de ne recevoir qu'un sixième des recettes. Et ce, en dépit du fait que les communautés ne peuvent plus pratiquer l'agriculture de subsistance ni utiliser les forêts comme autrefois.

Or, la distribution des recettes n'est pas le seul problème, et d'autres questions sérieuses ont surgi autour du projet, qui est en train d'approfondir les inégalités concernant la terre dont les communautés locales (et surtout les Taita) sont victimes depuis l'époque où le Kenya était une colonie britannique. Les terres affectées au projet étaient communales au départ, avant que les politiques foncières coloniales du 20<sup>e</sup> siècle ne modifient radicalement le régime foncier pour donner lieu à des formes diverses de propriété privée que les gouvernements successifs postérieurs à l'indépendance n'ont fait que renforcer.

Dans les années 1920 et 1930, l'administration coloniale a facilité la création de grandes propriétés agricoles commerciales, en louant la terre à des agriculteurs blancs qui plantaient surtout du sisal et du café. Des milliers de communautés locales ont été promptement expulsées de leurs terres pendant cette période, et on leur a interdit également d'accéder aux terres communales où elles pratiquaient la chasse, la pêche et le pâturage suivant les saisons. L'administration a classé ces terres comme « inexploitées », un terme qui est encore utilisé pour décrire les terres des communautés indigènes et locales du monde. En plus, d'autres terres des communautés ont été annexées pour la création de parcs nationaux et de réserves, ce qui a augmenté leurs sujets de plainte et conspiré en même temps contre leur connaissance de la nature et leurs rapports avec elle.

Après l'indépendance, on a créé des ranchs dans des terres en fidéicomis (que les conseils du gouvernement local détenaient au nom des communautés), mais ceci n'a pas réparé les injustices dont les communautés sont victimes depuis longtemps : une élite constituée surtout par des politiciens s'est octroyé les contrats de bail, à titre individuel ou au moyen d'actions des 'Sociétés agricoles dirigées' (DAC). La plupart des ranchs se sont endettés par suite d'une mauvaise gestion et de l'échec des marchés locaux du sisal et du café, mais le système de propriété des ranchs reste inchangé, même si de nombreux membres des communautés locales ont dû s'installer en squatters dans ces propriétés et dans d'autres terres privées.



Que se passe-t-il quand on impose à des communautés, déjà marginalisées par des régimes fonciers qui privilégient la propriété privée, des projets grâce auxquels le pouvoir reste entre les mains d'une minorité ? Et que se passe-t-il quand ces projets limitent les moyens de subsistance des communautés en enfermant les forêts sous clé pour les réserver à des projets de carbone ? Des projets comme celui de Kasigau ne se bornent pas à creuser les inégalités foncières, ils favorisent aussi les propriétaires des ranchs au moment de distribuer les recettes. Cependant, ce sont généralement les communautés locales qui font les frais de l'insécurité foncière et des exigences rigides que le projet leur impose en matière d'utilisation de la terre.

Les questions du carbone ne peuvent pas être séparées des problèmes plus généraux relatifs aux droits forestiers et aux droits de l'homme. C'est pourquoi les communautés et les activistes du monde entier qui sont aux premières lignes du combat réclament que les discours et les solutions du changement climatique restent attentifs à l'histoire et à la politique mondiale, et surtout aux questions géopolitiques qui ont marqué les rapports des pays du Nord et du Sud.

Dans l'état actuel des choses, les instruments du marché tels que REDD+ redéfinissent la 'nature' en empruntant une voie idéologique en particulier, une voie qui va renforcer encore plus la 'suprématie' de la conception occidentale de la conservation, qui ne voit dans les forêts que des arbres, c'est-à-dire de l'argent. Pendant ce temps, les populations sont perçues comme des obstacles à la 'conservation de la nature', et donc aux bénéfices économiques. Au bout du compte, REDD+ ne s'attaque pas aux causes profondes de la destruction des forêts. Les projets comme celui de Kasigau, en plus d'approfondir les inégalités et les pratiques racistes, permettent aux industries polluantes qui achètent les crédits de carbone générés de continuer à faire la même chose ailleurs.

La portée et la vitesse des crises écologiques alimentaire, énergétique et climatique sont sans précédent mais, en plus, la plupart de leurs effets se concentrent sur les pays du Sud et sur les endroits et les territoires des pays du Nord où habitent des gens de couleur, des peuples tribaux et des membres des Premières Nations. Il est devenu évident dans le monde entier que les impacts des crises écologiques sont nettement différents suivant la race et la classe. En clôturant les terres et les territoires des peuples au moyen de projets REDD+ on renforce les attaques contre les espaces communs, contre les pauvres, les indigènes et les femmes, du fait d'idéologies racistes et discriminatoires autour de l'accès à la terre. Il faut rejeter l'idée que nos forêts sont à vendre !

*Ruth Nyambura, membre de l'African Ecofeminists Collective,  
[africanecofeminist@gmail.com](mailto:africanecofeminist@gmail.com).*

(1) <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0264837715002926>

## **La “nature non humaine”, une invention qui vise à fracturer des sociétés enracinées dans les forêts**

Vous êtes-vous demandé ce que veut dire le mot « nature » ? Les racines coloniales de ce concept et son utilisation dominante à l'heure actuelle font allusion à une nature

définie comme 'le naturel non humain'. Une collection d'espèces 'intactes', ou un 'espace sauvage' distinct des zones peuplées par l'homme. Quoique divulguées au début du siècle dernier, ces idées continuent de régir de nombreux débats et projets que l'on mène aujourd'hui au nom de la conservation, avec la participation d' 'experts' et d'ONG spécialisées dans le contrôle et la gestion de la nature. Ainsi, les peuples qui ont coexisté pendant des générations dans et avec ces espaces sont perçus comme une menace et un obstacle pour la conservation de la 'nature non humaine' tant convoitée. La supériorité supposée de ces experts par rapport aux connaissances, aux pratiques et aux modes de vie des peuples des forêts renforce l'idée erronée et raciste que la nature et les êtres humains sont séparés. Cela veut dire que les experts en question – majoritairement blancs et 'civilisés' – peuvent entrer dans la nature non humaine, l'étudier et la modifier, tandis que l'on nie la part que les peuples des forêts ont eue pendant des millénaires à la conformation de cette nature. L'idée dominante de la séparation de la nature et de la société devient donc fondamentale au moment de fragmenter et de maîtriser les sociétés enracinées dans la forêt et leurs connaissances.

La plupart des institutions de conservation mettent l'accent sur les menaces supposées qui découlent de l'expansion des populations humaines dans les endroits où se trouve la 'nature', une nature extérieure qui peut être dominée, contrôlée, gérée et catégorisée et dont on peut (ab)user pleinement en tant que 'ressource'. La suprématie de cette définition dans l'imaginaire politique est aussi une stratégie de domination et de pouvoir. Comme l'explique le penseur Boaventura de Sousa Santos, « Transformée en ressource, la nature n'a d'autre logique que d'être exploitée jusqu'à épuisement. Une fois séparée de l'homme et de la société, toute interaction réciproque devient impensable ». [1] C'est ainsi que, sous la poussée actuelle de l'économie verte, même les activités de 'conservation' deviennent une ressource. De plus en plus, la création d'aires protégées se fait en fonction des bénéfices économiques issus des marchés de compensation. Les projets de type REDD ou de compensation de la perte de biodiversité, par exemple, génèrent des crédits commercialisables sur les marchés financiers, et permettent en plus une déforestation ou une pollution 'équivalentes' de celles qui sont 'évitées' par le projet de compensation.

Dans ce contexte, il ne faut pas s'étonner que la grande majorité des projets de 'conservation' dans lesquels sont concernées des communautés essaient d'instruire ou de 'former' les peuples des forêts à l'utilisation de méthodes de subsistance différentes, grâce auxquelles leur environnement resterait 'intact'. Autrement dit, on limite considérablement leur utilisation des forêts et des territoires, et la possibilité d'exister en tant que peuples étroitement liés à leur milieu. Ainsi, on vise à détruire des peuples dont la vie est non seulement liée à la nature mais en est une partie intégrante.

Le déboisement n'est-il pas le résultat de la destruction à grande échelle que provoquent les activités extractives, la construction d'infrastructures, les plantations industrielles, l'exploitation forestière, et d'autres encore ? Si. C'est pourquoi cette réflexion porte sur le fait que la plupart des projets de conservation qui s'insèrent dans un système

structurellement raciste visent à ‘changer’ les peuples des forêts plutôt que les causes directes du déboisement. La mission ‘civilisatrice’ de la colonisation continue, et elle est très présente dans les méthodes et les idées de beaucoup d’ONG et de programmes gouvernementaux, ce qui dissimule à son tour le rôle destructeur que jouent les grands projets industriels dans le déboisement.

Par exemple, la méthode traditionnelle de culture itinérante, très utilisée par les peuples des forêts et qui consiste à cultiver des produits alimentaires sur une petite étendue de forêt pendant quelques saisons et à laisser ensuite cette étendue se régénérer tandis qu’une autre parcelle est préparée, est considérée comme la cause principale du déboisement. Des institutions multilatérales comme la Banque mondiale et la FAO ont fortement contribué à stigmatiser cette méthode, en la qualifiant de rétrograde ou d’arriérée. En 1957, à partir d’un rapport de la FAO où l’on déclarait que le nomadisme agricole était « un type arriéré de culture en général », [2] l’idée qu’il s’agissait d’une pratique dévastatrice de la biodiversité et des forêts s’est consolidée chez les ‘experts’ en la matière.

Il faut souligner que la transformation permanente des forêts en herbages ou en plantations industrielles est nuisible sans aucun doute, qu’elle soit le fait des transnationales ou d’entreprises locales. Or, elle est radicalement différente de la culture itinérante traditionnelle. Bien que les peuples, les traditions et les forêts puissent être très différents entre eux, ils ont un dénominateur commun : la culture itinérante maintient la fertilité du sol, évite l’utilisation de pesticides ou d’engrais et permet la régénération de la forêt en laissant en repos la surface cultivée et en maintenant un cycle de rotation constant. Dans les cas où la culture itinérante provoque la dégradation de la forêt, on trouve généralement que les cycles de rotation ont été raccourcis parce qu’il y a moins de terre disponible, de sorte que la méthode devient inviable. La dégradation est presque toujours le résultat de l’expansion des grandes plantations industrielles ou des grands projets d’infrastructure ou de l’exploitation forestière industrielle, qui accaparent la terre dont dépendent les communautés pour la production d’aliments. [3]

### **REDD : des forêts où les gens n’ont aucun droit ?**

Comme il fallait s’y attendre, la culture itinérante, accusée d’être un des principaux problèmes pour les forêts, est maintenant présentée aussi comme un problème face au changement climatique. Les programmes et les projets REDD ne se lassent pas de se présenter comme la ‘solution’ du problème que comporte la nature ‘peuplée’, et affirment qu’ils rapporteront des bénéfices économiques aux communautés, pourvu qu’elles gardent leurs forêts intactes. Il s’agit donc de transformer les territoires boisés en ‘forêts non habitées’ ou en ‘forêts habitées par des gens qui n’ont pas le droit de les utiliser’, ce qui crée davantage de conflits dans et entre les communautés et porte atteinte à leurs moyens d’existence et à leurs connaissances traditionnelles. Les documents officiels des projets REDD incluent en général des propositions pour accroître le rendement des parcelles existantes, grâce à la modernisation des pratiques

traditionnelles telles que la culture itinérante. Néanmoins, le fait est que la plupart de ces propositions échouent, parce qu'elles ne sont pas adaptées aux circonstances locales. En outre, la prétention d'éduquer les peuples des forêts afin d'améliorer leurs pratiques traditionnelles au moyen d'un projet qui va générer des crédits qui, à leur tour, permettront de continuer à déboiser ou à polluer ailleurs, est fondamentalement raciste et paternaliste.

Pour les organisations écologistes internationales comme *The Nature Conservancy*, *Conservation International* et WWF, REDD est une bonne affaire qui leur permet d'obtenir une part importante des dons internationaux et du financement pour le climat alloué à ce système. Elles participent à de nombreux projets REDD, jouent souvent le rôle d'intermédiaires pour atteindre les communautés et agissent comme conseillères dans la formulation de ces projets aux plans national, régional et municipal. Aucune de ces organisations n'a révélé le montant de son budget REDD ni quelle part de son financement provient des fonds pour le climat que les pays industrialisés comptabilisent comme paiements de REDD aux pays du Sud. [4]

**« Pas d'indemnisation, rien que des sanctions à payer » : le 'Projet holistique de conservation des forêts' de Madagascar, WWF et Air France [5]**

Le 'Projet holistique de conservation des forêts' de Madagascar est dirigé par WWF Madagascar. Il porte sur 380 000 hectares de forêt humide et sur 125 000 hectares de forêt sèche épineuse. La première étape du projet, d'octobre 2008 à décembre 2012, a été financée par une contribution de 5 millions d'euros de la compagnie aérienne Air France. La fondation *GoodPlanet* assurait la liaison entre Air France et WWF Madagascar, et s'est chargée des aspects méthodologiques et scientifiques du projet. Au début de la deuxième étape du projet en 2012, *GoodPlanet* a transféré à l'association Etc Terra la gestion des activités. Cette deuxième étape a été financée par l'Agence française de développement et par le Fonds français pour l'environnement mondial ; Air France pourrait y contribuer aussi avec un million d'euros additionnels. La génération de crédits est un des objectifs de la deuxième étape.

Un rapport de Basta! et des Amis de la Terre France cite les paroles de Pierre de Caussade, ancien directeur de l'Environnement et du Développement durable d'Air France : « Ce projet avait à la fois un volet de développement visant à aider les populations à mieux gérer leurs activités et à mieux vivre. Mais aussi un volet scientifique, en ligne avec nos préoccupations sur le changement climatique. On estime que le programme permettrait de réduire les émissions liées à la déforestation de 35 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> ».

En 2010, Air France a publié une déclaration précisant catégoriquement que le projet n'était en aucune façon un programme de compensation d'émissions. Deux ans et demi plus tard, Air France reconnaissait que le projet allait générer des crédits de carbone et affirmait que tout l'argent serait destiné aux communautés locales. Un rapport et une

vidéo des Amis de la Terre France montrent que cela non plus n'était pas vrai. L'exécution du projet limite l'accès de la population à certaines zones de la forêt et risque de déplacer les populations locales, mettant ainsi en danger leurs moyens d'existence. Les forêts et la terre ne sont plus des espaces susceptibles d'assurer leur subsistance, elles deviennent des réserves de carbone qu'il faut protéger pour qu'Air France puisse offrir à ses clients des voyages neutres en carbone. Pour surveiller les terres dont l'utilisation est interdite, une police des forêts a été créée, chargée de dépister les villageois qui font des clairières en forêt pour cultiver des produits destinés à leur propre consommation. Toute personne que l'on surprend en train de ce faire reçoit une forte amende. Si elle ne peut pas payer, elle risque d'être envoyée en prison. Aux patrouilles s'ajoutent des avions qui survolent les villages. Ces activités de surveillance montrent qu'un des principaux objectifs du projet est d'empêcher les communautés de pratiquer le *hatsake* ou agriculture itinérante : « Si je ne veux pas payer [l'amende] je risque de finir en prison. Nous avons peur, voilà pourquoi nous ne touchons même pas à la forêt. Même pas pour nourrir nos enfants. C'est vraiment difficile : où allons-nous trouver 800 000 ariarys [la monnaie nationale] si on nous prend en train défricher ? », a demandé un villageois aux enquêteurs de Basta! et des Amis de la Terre.

Les activités de 'conservation' semblent avoir davantage de rapports avec l'accaparement de terres, la privation de droits collectifs et les profits économiques pour les grandes entreprises (qui peuvent poursuivre et développer leurs affaires sans problème) qu'avec n'importe quoi d'autre. Les financiers des ONG écologistes et des projets de compensation de type REDD nous montrent quels en sont les véritables bénéficiaires : les industries extractives, les plantations industrielles, la Banque mondiale et d'autres encore. En outre, la stigmatisation de l'agriculture itinérante traditionnelle en tant que cause principale du déboisement et le déni des droits d'usage des peuples des forêts représentent des attaques de front contre ces populations et contre leurs cultures. Tandis que la cohabitation des peuples et de la nature est attaquée et même interdite, bien qu'elle ait réussi à maintenir les forêts debout, les rivières propres et les sols fertiles, les projets et les programmes de 'conservation' facilitent la permanence d'un système économique qui est à l'origine de la dévastation environnementale et sociale.

Joanna Cabello, [joanna@worm.org.uy](mailto:joanna@worm.org.uy)  
Membre du secrétariat international du WRM

[1] Boaventura de Sousa Santos, 2008, "*Conocer desde el Sur: para una cultura política emancipadora*", [http://www.boaventuradesousasantos.pt/media/Conocer%20desde%20el%20Sur\\_Lima\\_2006.pdf](http://www.boaventuradesousasantos.pt/media/Conocer%20desde%20el%20Sur_Lima_2006.pdf).

[2] <http://www.fao.org/docrep/x5382e/x5382e03.htm#shifting%20cultivation>

[3] [http://worm.org.uy/wp-content/uploads/2015/10/REDD+Peasants\\_FR.pdf](http://worm.org.uy/wp-content/uploads/2015/10/REDD+Peasants_FR.pdf)

[4] [http://worm.org.uy/wp-content/uploads/2015/10/REDD+Peasants\\_FR.pdf](http://worm.org.uy/wp-content/uploads/2015/10/REDD+Peasants_FR.pdf)

[5] Cas résumé dans la publication du WRM, "REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges", <http://worm.org.uy/fr/files/2015/03/REDD-une-collection-de-conflits-de-contradictions-et-de-mensonges.pdf>. Voir aussi Basta! et les Amis de la Terre (2013) : "REDD à Madagascar : le carbone qui cache la forêt", [http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/rap\\_madagascar\\_fr.pdf](http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/rap_madagascar_fr.pdf).

## **En Colombie, des femmes sont la semence de la mobilisation et de la résistance**

*Si on touche à notre sang, on touche à notre terre.  
Si on touche à notre terre, on touche à notre sang.*  
Devise des femmes du peuple Xinka (Guatemala)

La politique de développement des derniers gouvernements colombiens a consisté à privilégier l'extraction des biens naturels par des exploitations à grande échelle, à des fins d'exportation. Dans ce but, la « confiance des investisseurs » est devenue la justification de mesures, programmes et projets favorables aux transnationales minières et pétrolières. Tandis que la frontière extractive avance et que des projets d'extraction, essentiellement de pétrole et de minéraux, sont mis en œuvre, s'intensifie aussi la défense des territoires, de l'eau et de la vie, dans bien des cas dirigée par des femmes.

Dans le département de Santander, les femmes de la région du fleuve Sogamoso luttent depuis plusieurs années pour défendre leur territoire contre le projet hydroélectrique qui a usurpé le nom du fleuve. En 2011, les femmes du nord du Cauca ont organisé une marche pour refuser l'exploitation minière légale et illégale qui perturbe leur tranquillité et ne leur permet pas de vivre comme il faut. À Piedras, Tolima, un groupe de femmes a été à l'origine de la première consultation populaire qui a eu lieu en Colombie contre les mines. À La Guajira, les femmes se sont organisées pour défendre leur territoire contre une mine de charbon qui fonctionne depuis plusieurs décennies. Dans tout le pays, les femmes sont cruciales dans les combats contre l'extraction, et leurs voix et leurs propositions sont de plus en plus présentes dans les lieux de confrontation des politiques et des projets.

La situation est semblable sur tout le continent latino-américain. Au Honduras, il est impossible d'imaginer le processus social anti-hégémonique sans se souvenir du rôle joué par Berta Cáceres, récemment assassinée ; en Équateur, les femmes indigènes et écologistes ont été les leaders d'une bonne partie des activités pour la défense du territoire ; au Pérou, Máxima Acuña Atalaya, une paysanne, a affronté l'entreprise minière Yanacocha et la police pour défendre son territoire de Cajamarca contre le projet minier Conga. Máxima a reçu le prix international Goldman, que l'on décerne à des personnes qui jouent un rôle éminent dans la défense de la nature. Au niveau continental, le Réseau latino-américain des femmes qui défendent la Nature articule les organisations de femmes du Mexique au Cône Sud.

Dans ce contexte et depuis plus de deux décennies, Censat Agua Viva (Les Amis de la Terre Colombie) accompagne les communautés et les organisations qui défendent leurs territoires face à l'avancée de l'extraction. En 2011, le renforcement du système basé sur l'extraction a attisé les combats sociaux pour la défense de l'eau et de la vie, et la participation de la femme est devenue de plus en plus notoire. Pour cette raison, nous avons décidé de convoquer la 'Rencontre nationale et latino-américaine sur les femmes et l'industrie minière', afin de divulguer la portée de la politique minière nationale et les options de rechange que les femmes et les communautés proposent pour défendre leurs vies, leurs corps et leurs territoires. À cette rencontre ont participé des femmes de plusieurs pays latino-américains et de plusieurs régions colombiennes, ce qui a permis de faire un diagnostic de l'impact de l'activité minière sur la vie des femmes et de la situation dans leurs territoires et communautés, et de définir et divulguer des actions de

résistance communautaire pour la défense du territoire, et le rôle des femmes dans ces processus.

En 2013, un groupe de 45 femmes venues de Caquetá, Santander, La Guajira, Meta, Chocó, Tolima, Norte de Santander, Putumayo, Cauca, Antioquia, Boyacá, Cundinamarca, Bogotá et Vaupés a été convoqué pour participer à l'École de durabilité Femmes et Industrie minière. Ces femmes appartiennent à des organisations paysannes, indigènes, noires, écologistes et urbaines.

Cette rencontre axée sur la formation a été l'occasion d'échanger des expériences et de réfléchir en profondeur sur les effets que subissent les relations sociales et culturelles des femmes qui habitent des territoires où ont lieu des opérations d'extraction de divers genres. Grâce à cette activité, on a pu reconnaître les répercussions directes de ces opérations sur le corps des femmes et affermir la position qu'il faut défendre le *territoire-corps* pour défendre le *territoire-terre*, en mettant l'accent sur les rapports avec les biens communs, et surtout avec l'eau.

Dans les processus organisationnels, les femmes ont renforcé la revalorisation des savoirs traditionnels et de la culture, et ont contribué à démocratiser les organisations communautaires et sociales. Le fait de mettre l'accent sur le besoin de confier aux femmes l'économie, la défense du territoire et la culture mène à une réflexion collective et renforce les liens communautaires. Néanmoins, l'insertion des femmes dans les divers espaces et processus de résistance exige un travail systématique et permanent, parce que beaucoup de domaines de la vie politique et sociale du pays sont dominés par des hommes et réservés aux hommes.

### **À propos de notre travail de documentation**

Pendant plus de quatre ans, nous avons enregistré par des techniques audiovisuelles les activités d'organisation et de formation des femmes à l'École de durabilité, en parcourant les régions pour les accompagner et documenter leurs luttes, leurs mobilisations, leurs revendications.

Le documentaire 'Des femmes qui défendent leurs territoires' [1] permet de rendre évidentes les difficultés auxquelles se heurtent les femmes, ce que Berta Cáceres a appelé « le système capitaliste, raciste et patriarcal » basé sur une « dictature transnationale », qui fonctionne en dépouillant les communautés de leurs territoires et qui porte atteinte, de façon particulière, à la vie des femmes. D'après Lorena Cabnal, l'exploitation minière attaque avec violence les corps et la nature.

Celles qui défendent la vie et les territoires se heurtent constamment à des contextes locaux de répression et d'agression. Elles doivent fréquemment faire face au harcèlement, aux menaces, aux persécutions de la part d'États, d'acteurs armés, d'entreprises privées et même de certains membres de leurs organisations qui s'opposent à la participation et au leadership des femmes. Ces agressions restent systématiquement impunies. C'est pourquoi les femmes et leurs organisations ont dû mettre en place des stratégies pour faire face aux persécutions, aux menaces de mort et à la criminalisation dont elles sont l'objet.

Cependant, les femmes ne se contentent pas de dénoncer : le documentaire montre aussi qu'elles deviennent elles-mêmes le germe de la mobilisation et de la résistance. Elles organisent des marches et des consultations autonomes et populaires pour que les communautés et l'ensemble des citoyens puissent manifester leur rejet de l'exploitation minière dans leur territoire, renforcer leurs arguments, formuler des propositions d'ordre économique et promouvoir des stratégies pour prendre soin de la vie et du territoire.

Le documentaire permet aussi d'apprécier la diversité des combats de ces femmes indigènes, paysannes, afro-colombiennes et urbaines qui tissent des liens de solidarité, unissent des forces, formulent des propositions, préservent le savoir et la mémoire, pour continuer à se mobiliser et à construire activement dans leurs communautés, tout en créant des rapports de solidarité avec d'autres processus semblables d'Amérique latine.

Profitez bien de la vidéo !

*Censat Agua Viva, Colombie*

<http://censat.org/>

[1] <http://censat.org/es/videos/mujeres-defendiendo-territorios>.

## **PIÈGES ET TROMPERIES QUI FACILITENT L'APPROPRIATION FONCIÈRE**

### **La compensation de la biodiversité de Rio Tinto à Madagascar. Le recours à la culture et à la religion pour faire respecter les restrictions**

En septembre 2014, Re:Common et le WRM ont mené une enquête sur une des initiatives de compensation de la biodiversité qui ont bénéficié de plus de publicité : celle de Rio Tinto dans le sud-est de Madagascar. Rio Tinto et ses partenaires du secteur écologiste affirment que la stratégie de conservation de la biodiversité de l'entreprise finira même par avoir un 'impact positif net', ce qui veut dire que la présence de l'entreprise dans la région sera, au bout du compte, avantageuse pour la biodiversité. Et ce malgré le fait que l'extraction d'ilménite dans la mine de Rio Tinto dévastera 1 600 hectares d'une forêt littorale rare, où habitent de nombreuses espèces que l'on trouve uniquement dans ce type de forêt de Madagascar. Cet 'impact positif net' sera le résultat d'une combinaison de mesures de conservation à l'intérieur de la concession minière, et de la compensation de la biodiversité à trois endroits différents.

Re:Common et le WRM ont visité les villages affectés par un des sites de compensation de la biodiversité, celui de Bemangidy-Ivohibe, situé près de 50 kilomètres au nord de la concession minière. Nous voulions savoir ce que les personnes le plus directement touchées par le projet pensaient de cette initiative pilote du secteur minier.

**Les communautés n'ont pas été informées que le 'projet de conservation' était en fait un projet de compensation de la biodiversité**



Ce que nous avons trouvé, c'est que les communautés avaient reçu très peu d'information sur ce qu'est la compensation de la biodiversité. On n'avait pas dit aux villageois que ce qu'on leur avait présenté comme un 'projet de conservation' était destiné en fait à contrebalancer la destruction d'une forêt littorale unique – et celle des moyens d'existence des familles qui en dépendent – à l'endroit où RioTinto QMM [1] extrait de l'ilménite, près de la ville de Fort-Dauphin, une cinquantaine de kilomètres au sud du site de compensation de Bemangidy-Ivohibe.

Par exemple, peu après notre arrivée dans un village, on nous a dit : « L'entreprise QMM a ici ce projet pour protéger la forêt, et ils font venir des étudiants de Tana [Antananarivo, la capitale de Madagascar] pour faire des recherches dans la forêt. Nous ne comprenons pas très bien ce que veut QMM. Ils sont en train de planter quelques arbres, voilà tout. Nous ne comprenons pas et nous vous serions très reconnaissants si vous pouviez nous donner davantage d'information sur leurs plans ».

Avant l'arrivée du projet de compensation de la biodiversité de Rio Tinto QMM, les villageois pratiquaient la culture itinérante pour produire leur nourriture de base, le manioc, à la lisière de la forêt. Parmi les restrictions que leur impose maintenant la compensation de la biodiversité à Bemangidy figure l'interdiction de planter du manioc en bordure de la forêt ou d'utiliser la forêt comme ils le faisaient auparavant.

### **La sécurité alimentaire en danger**

Comme on leur a dit qu'ils ne pouvaient plus planter à la lisière de la forêt, les villageois ont commencé à chercher d'autres endroits à cultiver. Les dunes de sable étaient le seul endroit à leur disposition. Leurs champs sont maintenant à 3 ou 4 kilomètres des villages et, pour y parvenir, il faut près d'une heure de marche à travers de petites lagunes et des ruisseaux. Les villageois ont expliqué que, pendant la saison des pluies (de novembre à avril), le chemin est dangereux à l'aller et surtout au retour, quand ils rapportent leur récolte aux villages. En outre, Les sols sableux sont moins productifs que les champs en forêt, et la culture du manioc ne réussit pas bien. Les nouveaux champs de manioc ne produisent pas assez pour nourrir toutes les familles des villages.

Ainsi, rien qu'en matière de sécurité alimentaire la compensation de la biodiversité de Rio Tinto à Bemangidy s'avère désastreuse. Elle laisse les villageois sans leur aliment de base pendant la plupart de l'année, et les familles n'ont pas de revenus réguliers pour acheter de la nourriture. D'autre part, aucune des activités de rechange qu'on leur avait promises au début du projet n'a été mise en oeuvre dans des villages comme Antsotso, et les villageois attendent toujours d'être indemnisés pour la perte d'accès à leurs terres coutumières.

Les habitants de ce site de compensation de la biodiversité pensent que les restrictions leur ont été imposées sans négociation et sans prendre en considération leur situation. « Ils ne viennent pas nous demander, ils viennent nous dire », ont-ils commenté à plusieurs reprises pendant notre visite. Si on trouve quelqu'un en train de cultiver dans la forêt sans autorisation, ou dans des zones où toute exploitation est interdite, il devra payer une amende d'entre 50 000 et 1 000 000 d'ariarys (environ 15 à 300 euros). Pour replacer ces valeurs dans leur contexte, disons que plus de 75 % des Malgaches vivent avec moins de 2 USD par jour, et que le salaire minimum officiel était en 2015 de

125 000 ariarys (35 euros par mois). « Si vous ne pouvez pas payer l'amende, on vous emmène au Département forestier et puis en prison », a expliqué un villageois pendant une réunion de la communauté.

### **Des tactiques déplorables pour faire respecter les restrictions**

Dans le but de faire respecter les restrictions sur l'utilisation de la terre dans les aires protégées et autour d'elles, les institutions de l'État et le secteur écologiste de Madagascar emploient des termes traditionnellement réservés à la prise de décisions concernant l'usage coutumier de la terre. L'emploi que font du mot *dina* les ONG écologistes en est un exemple.

Le *dina* appartient au système traditionnel appliqué pour réglementer l'utilisation coutumière de la terre, au sein de chaque communauté et entre les différentes communautés. La formulation d'un 'dina' implique une négociation entre ceux qui utilisent la terre pour décider comment peut être exploitée une zone déterminée. Pour cette raison, le degré de respect du 'dina' est souvent supérieur à celui d'un arrêté de l'administration. Naguère encore, le 'dina' n'était pas un document écrit : il n'avait pas besoin de l'être. Les personnes concernées avaient participé à la négociation et, ayant fait partie du processus, s'engageaient à respecter ce qu'elles avaient décidé ensemble.

Cependant, depuis dix ou vingt ans les autorités de l'État et les ONG écologistes ont commencé à appeler 'dina' des documents qui contiennent des normes écrites imposées aux communautés dans le cadre des projets de conservation. Un article spécialisé concernant le transfert de la gestion des aires protégées à Madagascar signale que les 'dinas' associés à ces transferts « reflètent le programme de l'institution (l'ONG et/ou le projet) qui soutient la réalisation du transfert de gestion, plutôt que les priorités de la communauté. Ils n'ont pas la flexibilité des règles traditionnelles et sont incapables de prendre en considération la situation économique particulière de ceux qui les enfreignent. Ils se centrent sur la répression et les sanctions, plutôt que sur les modalités d'extraction des ressources ». [2]

Les villageois ont mentionné aussi un '*dina* d'Asity'. Asity Madagascar est l'organisation qui représente BirdLife International dans ce pays, et elle est chargée de mettre en oeuvre le projet de compensation de la biodiversité de Bemangide-Ivohibe. Le '*dina* d'Asity', ont-ils expliqué, interdit de faire du feu sur les flancs des montagnes, même lorsqu'il s'agit de brûler un champ en jachère pour le remettre en culture. Peu après notre visite de septembre 2015, un villageois a brûlé la végétation d'une de ces parcelles pour préparer la terre. Lors d'une réunion où l'on discutait des conclusions de l'enquête sur le terrain, les villageois ont expliqué qu'il est en difficulté et qu'il a besoin de terre pour cultiver du manioc. On lui a ordonné de payer une amende de 100 000 ariarys pour avoir fait du feu dans une zone où cela est interdit par le *dina* qui régit l'utilisation de la forêt dans le site de compensation de la biodiversité.

Au cours de réunions avec une ONG écologiste qui participe à la mise en oeuvre de la compensation de la biodiversité, nous avons appris que des méthodes déplorables avaient été utilisées pour faire respecter ces restrictions à l'utilisation de la forêt. Nous avons entendu parler des diverses méthodes et tactiques auxquelles on faisait appel « pour que le projet de compensation soit un succès ». Ces tactiques ne sont peut-être

pas inhabituelles dans le secteur de la conservation, mais il est rare qu'on en parle aussi franchement.

On nous a dit que, comme Rio Tinto QMM avait entrepris le projet de compensation dans le but d'atteindre un 'impact positif net' sur la biodiversité, les ONG écologistes avaient l'obligation d'aider l'entreprise à réussir. Ce qui suit est une description de ce qui a été fait dans le cas du site de compensation de la biodiversité de Bemangidy-Ivohibe.

Pour présenter les activités de compensation de la biodiversité, le personnel d'Asity a fait une série de visites dans les villages de la périphérie du site de compensation, parfois avec des représentants de Rio Tinto QMM, parfois sans la présence de l'entreprise. Ces visites nous ont été décrites tantôt comme un moyen de mettre en œuvre le projet de compensation de façon participative, tantôt comme faisant partie d'un lent processus de persuasion. « Au fond, c'était du lavage de cerveau », nous a-t-on dit à un moment donné pendant la discussion. [3]

Au cours d'une première réunion, le personnel de l'ONG devait parler de l'importance de la forêt, pour présenter ensuite la compensation de la biodiversité, qui était décrite comme un projet de conservation. Puis il y aurait une dure critique des méthodes actuelles d'utilisation de la terre. Nous avons appris que les choses ne s'étaient pas bien passées dans toutes les réunions avec les communautés. Une réunion en particulier, à laquelle étaient présents les représentants de Rio Tinto QMM, nous a été décrite comme « un fiasco », en partie parce que les villageois avaient réclamé une solution au problème de l'indemnisation pour la perte d'accès à la forêt.

Pour éviter un 'fiasco' semblable aux réunions suivantes, les représentants d'Asity ont visité les villages sans les représentants de Rio Tinto QMM et ils ont arrangé que la réunion commence par un service religieux. La réunion qui a suivi a eu lieu aussi à l'église, « pour éviter des perturbations ». [4] Ils avaient pensé que les gens resteraient plus calmes à l'église, grâce à « l'influence de la culture œcuménique ». Cette « influence de la culture œcuménique » leur a permis aussi de dire que Dieu et les ancêtres étaient ceux qui avaient demandé la protection de la forêt « pour les générations futures et pour respecter les ancêtres ».

En exploitant la forte culture de réciprocité des coutumes traditionnelles – l'importance du partage, et le sentiment que celui qui n'apprend pas à donner ne recevra rien – l'ONG a pu se débarrasser plus facilement des réclamations d'indemnisation.

### **La compensation, un double accaparement de terres au nom de la biodiversité**

Les communautés du site de compensation de la biodiversité de Bemangidy-Ivohibe, dans le sud-est de Madagascar, qui se battaient déjà pour survivre, font face maintenant à un risque encore plus fort de privations et de faim, résultat direct d'un projet de compensation de la biodiversité dont le bénéficiaire est une des transnationales minières les plus grandes du monde. Or, Rio Tinto peut affirmer que sa mine d'ilménite est venue « à la rescousse de la biodiversité unique de la zone littorale de Fort-Dauphin ». [5] Et ce, en dépit du fait qu'une bonne partie des 1 600 hectares de forêt littorale unique qui se trouvent à l'intérieur de la concession minière sera détruite au cours de l'exploitation.

Le géant minier et ses collaborateurs parlent avec enthousiasme d'un 'impact positif net' sur la biodiversité, et affirment que la forêt littorale qu'ils sont en train de détruire aurait été détruite de toute façon au cours des quelques prochaines décennies par les méthodes agricoles des paysans. Les arguments dont ils se servent pour justifier cette affirmation sont sans doute discutables. Néanmoins, Rio Tinto QMM déclare qu'en maintenant un peu de forêt à l'intérieur de la concession minière, et en protégeant et en restaurant ailleurs une autre forêt semblable à celle qui est détruite par la mine, les activités minières de l'entreprise auront un 'impact positif net' sur la biodiversité, par rapport à ce qui aurait pu se passer. Ils ajoutent que la forêt des sites de compensation de la biodiversité aurait été détruite elle aussi par les méthodes agricoles locales, si Rio Tinto et ses partenaires n'avaient pas entrepris à ces endroits des activités de compensation de la biodiversité.

Or, la réalité est très différente de l'histoire que racontent les brochures de luxe distribuées dans le monde entier. Les moyens de subsistance des villageois affectés, non seulement par l'exploitation minière elle-même mais aussi par la compensation de la biodiversité, sont devenus encore plus précaires pour que Rio Tinto puisse accroître les bénéfices dérivés de l'extraction d'ilménite. Ainsi, le projet modèle de compensation que Rio Tinto QMM met en oeuvre devient en fait une double appropriation foncière au nom de la biodiversité.

*Le rapport est disponible en français et en anglais (<http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/la-compensation-de-la-biodiversite-de-rio-tinto-a-madagascar-un-double-accaparement-de-terres-au-nom-de-la-biodiversite/> et <http://wrm.org.uy/other-relevant-information/new-report-rio-tintos-biodiversity-offset-in-madagascar/>).*

*Une version en malgache est disponible également sur demande. Il en existe aussi un résumé en italien (<http://www.recommon.org/linganno-del-biodiversity-offsetting-il-caso-rio-tinto/>).*

[1] La mine est dirigée par QIT Madagascar Minerals (QMM), une joint-venture dont Rio Tinto détient 80 % des parts et l'État de Madagascar les 20 % restants.

[2] M. Berard (2011): *Légitimité des normes environnementales dans la gestion locale de la forêt à Madagascar*. Canadian Journal of Law and Society, Vol. 26, pages 89-111.

[3] Réponse d'Asity à la version de la discussion qui figure dans le rapport (reçue le 8 avril 2016 par e-mail) : "la façon dont on a rédigé la phrase ne relate pas vraiment la réalité. Primo, le « lavage de cerveau » n'est pas le mot approprié, mieux vaut dire que c'est un moyen d'apporter des éclaircissements à la population. Secundo, les visites servent à sensibiliser la population sur les tenants et aboutissants du projet Offset."

[4] Réponse d'Asity à la version de la discussion qui figure dans le rapport (reçue le 8 avril 2016 par e-mail) : "En voici la réalité : tout au début, des groupes de personnes trouvaient toujours les moyens de perturber la réunion. Pour éviter cela, nous avons négocié avec les responsables de l'Église de Iaboakoho de débiter la réunion par une prière, et de prendre les décisions difficiles dans l'église même."

[5] *A mine at the rescue of the unique biodiversity of the littoral zone of Fort Dauphin*. Dossier de presse de QIT Madagascar Minerals S.A., 2009.

## LES ACTIONS EN COURS

### **Le point sur les harcèlements de POSCO en Odisha, Inde**

Malgré la déclaration faite début avril par le Tribunal vert national de l'Inde, suivant laquelle le permis environnemental de POSCO n'est valable que jusqu'au 19 juillet 2017, l'affaire n'est pas close et il y aura une nouvelle audience au début du prochain mois de mai. En attendant, la police a transformé la zone en une colonie répressive. Plus de 420 fausses accusations ont été présentées contre les villageois, et des mandats d'arrêt ont été délivrés contre plus de 2 000 personnes. Les réoccupations de terres ont

fait l'objet de poursuites judiciaires et de fausses accusations. Plusieurs mouvements populaires ont organisé une manifestation de trois jours au début de cette année, et exigent que POSCO soit obligée à annoncer formellement qu'elle se retirera du projet sans délai, à rendre aux villageois toute la terre qu'elle a occupée, et à mettre fin à toute forme de répression.

## RECOMMANDATIONS

### **Le pouvoir des transnationales sur les territoires et les gens**

Le numéro récemment publié du Bulletin Nyéléni pour la souveraineté alimentaire souligne l'importance de la lutte contre le pouvoir grandissant des transnationales et sur les effets négatifs de cette situation sur la vie des gens. L'eau, les semences, la terre et bien d'autres ressources occupent de plus en plus de place dans les affaires d'un groupe de transnationales qui mènent leurs activités en toute impunité, ce qui conduit à une sorte de 'colonialisme industriel'. Le bulletin évoque les crimes commis par les grandes entreprises contre des communautés nigérianes, ou la privatisation des villes au Honduras. Version en français du bulletin :

[http://www.nyeleni.org/spip.php?page=NWarticle&id\\_article=563](http://www.nyeleni.org/spip.php?page=NWarticle&id_article=563).

### **La violence éclate à la campagne et dans les forêts du Brésil**

Le Cahier sur les conflits à la campagne 2015 a été publié le 15 avril dernier par la Commission pastorale de la terre (CPT du Brésil). Les résultats de l'enquête révèlent une terrible réalité. L'année dernière il y a eu 50 assassinats, et l'impunité règne. Pire encore : 59 personnes ont subi des tentatives de meurtre et 144 autres ont reçu des menaces de mort, qui les laissent dans l'incertitude quant à la possibilité de mourir bientôt. Une barbarie de ces proportions ne s'était pas produite, en termes quantitatifs, depuis 2004. La situation la plus grave est celle de l'Amazonie où, dans les États de Pará et Rondonia, 40 personnes ont été tuées. D'après l'avocat de la CPT à Marabá, José Batista Afonso, les conflits ont lieu dans tout le pays et sont le résultat de causes structurelles relatives à l'expansion du capital dans la campagne et à l'augmentation de la concentration de terres. Un reportage de CartaCapital nous dit que « les *quilombolas* et les indigènes luttent pour le territoire, les paysans luttent pour la terre, et tous sont en train d'être exterminés, assassinés, dépouillés ».

Pour lire le reportage en portugais : <http://www.ihu.unisinos.br/noticias/553769-a-explosao-da-violencia-na-luta-pela-terra-e-territorio>

L'enquête complète de la CPT (en portugais) figure sur :

<http://www.cptnacional.org.br/index.php/downloads/finish/43-conflitos-no-campo-brasil-publicacao/14019-conflitos-no-campo-brasil-2015>

### **Le WWF en RDC : la conservation au détriment des gens**

Un film court de la Rainforest Foundation du Royaume-Uni sur les communautés forestières affectées par la réserve de Tumba Lediiima, en République démocratique du Congo, montre que les communautés qui habitent la zone affectée à la réserve ont été complètement ignorées et qu'elles le sont encore. La réserve a été créée en 2006 par le gouvernement de la RDC en collaboration avec le WWF, qui a engagé des 'écogardes' de l'ICCN, l'agence congolaise pour la conservation de la nature. Les activités de chasse et agricoles des communautés locales sont devenues si limitées que les cas de malnutrition ont considérablement augmenté. En plus, la population subit de

nombreuses violations des droits de l'homme. Comme le dit sur la vidéo un représentant d'un village concerné, « quand ils patrouillaient, ils fouillaient nos campements. Ils torturaient les gens. Ils violaient les femmes ». Dix ans après la création de la réserve, il faut définitivement mettre fin à cette violence.

La vidéo est disponible (en anglais) sur <https://vimeo.com/163667069>.

La vidéo complète le rapport de la même organisation, "**Protected Areas in the Congo Basin: failing both people and biodiversity?**". Sur les 34 aires protégées qui figurent dans l'étude, 26 ont rapporté des déplacements de la population locale (et il est possible que 6 autres, sur lesquelles il n'y avait pas d'information, soient dans la même situation) ; 21 ont dénoncé des conflits entre l'administration du parc et les communautés locales, où il y a eu de graves violations des droits de l'homme (sur dix autres il n'y avait pas d'information) ; 18 ont rapporté que la population locale n'avait pas été consultée avant la création de l'aire protégée (ce qui est peut-être le cas aussi de quatre autres sur lesquelles il n'y avait pas d'information).

Le rapport est disponible sur <http://blog.mappingforrights.org/wp-content/uploads/38342-Rainforest-Foundation-Conservation-Study-Web-ready.pdf>

---

### **Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)**

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Rédacteur en chef: Winfridus Overbeek

Editeur responsable: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Jutta Kill, Flavio Pazos, Teresa Perez

### **Secrétariat International du WRM**

Avenue General María Paz 1615 bureau 3. CP 11400, Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

[wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy) - <http://wrm.org.uy/fr/>